

VOLUME 38
NUMÉRO 2
OCTOBRE 2018

le point.

WWW.CS3R.ORG



DOSSIER SPÉCIAL
ÉDUCATION ET DÉMOCRATIE
À LIRE EN PAGES 12 À 25

 COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

NE ME JETEZ PAS,
PARTAGEZ-MOI!



PLASTIQUE : UN MONDE FASCINANT ET
INQUIÉTANT DONT ON SE SERAIT BIEN PASSÉ...
PAR PIERRE-OLIVIER LEMIRE
PAGE 8

VOUS AVEZ DIT DÉMOCRATIE?
PAR XAVIER ST-PIERRE
PAGE 22

LA CRISE DE LA MASCULINITÉ, OU LES
HOMMES SONT-ILS TOUJOURS EN CRISE?
PAR ANNABELLE CARON
PAGE 28

Le climat favorable à la paix?

DANIEL LANDRY

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU CS3R



L'historien Eric J. Hobsbawm parlait du vingtième siècle comme d'un « âge des extrêmes ». Il expliquait qu'il s'agissait d'une période de grands exploits (la Lune, les Trente glorieuses, les droits humains, ceux des femmes, ceux des travailleurs, les progrès technologiques), mais aussi de grandes catastrophes (la crise de 1929, les guerres mondiales, le nucléaire, les camps et les génocides). La page est tournée sur le XX^e siècle depuis bientôt deux décennies. Mais le vingt-et-unième semble se présenter comme un « nouvel âge des extrêmes ».

Des avancées considérables sont effectuées dans de nombreux domaines. Prenons deux exemples. La pauvreté préoccupe toujours, mais l'extrême-pauvreté (vivre avec moins de 1,90 \$ par jour) est en chute. Moins de 10 % de la population est sous ce seuil d'extrême-pauvreté alors que, même en tenant compte de l'inflation, il s'agissait de plus de 40 % il y a à peine 30 ans. La situation des femmes dans le monde est également plus enviable qu'au début du siècle, particulièrement dans les pays du Sud. Les filles sont plus scolarisées qu'elles

ne l'étaient, ce qui permet de stabiliser les indices de fécondité, d'améliorer les conditions de vie et la santé des populations. Sur-tout, cela permet d'outiller de plus en plus de femmes de telle sorte qu'elles deviennent des agentes de changement dans leur société respective.

A contrario, tout n'est pas particulièrement rose et des défis hors du commun se présentent aux populations de la planète : adaptation à l'ère numérique, inégalités croissantes entre les pays du Nord et du Sud, exploitation sexuelle et trafic humain, évasion fiscale et crise de légitimité des États, déplacement des populations et crises identitaires, tensions géopolitiques diverses. Le plus grand des défis est cependant écologique, car il sous-tend tous les autres. Les changements climatiques bouleversent les écosystèmes, créent des réfugiés climatiques, appauvrissent les États et les transforment en simple gestionnaire de crises. Les changements climatiques créent aussi de nouveaux conflits ou de nouvelles tensions liés au contrôle des ressources. Ils forcent les plus nantis à s'emmurer – au propre comme au figuré – pour protéger leurs privilèges et nier, par le fait même, la dégradation des conditions de vie de la majorité.

Dans les prochaines décennies, la planche de salut de l'humanité reposera sur sa capacité à sortir d'une approche anthropocentrique et d'une vision à court terme. Les politiques publiques de demain devront être empreintes des idées de legs, d'harmonie et de bien commun. Le legs, c'est oublier ses intérêts immédiats

● SOMMAIRE

- 2 • ÉDITORIAL - DANIEL LANDRY
- 4 • LES IDÉES DE LA RÉVOLUTION SYRIENNE, LES OUBLIÉES DU CONFLIT - SECTEUR DES COMMUNICATIONS
- 6 • DE LA HAGANAH À TSAHAL. HISTOIRE ET PERSPECTIVE DU TERRORISME ISRAËLIEN - THIBAUT FINET
- 8 • PLASTIQUE : UN MONDE FASCINANT ET INQUIÉTANT DONT ON SE SERAIT BIEN PASSÉ... - PIERRE-OLIVIER LEMIRE
- 10 • RETOUR EN IMAGES SUR UN ÉTÉ QSF - SECTEUR DES STAGES INTERNATIONAUX
- 12 • NOUVELLES EN VRAC - SECTEUR DES COMMUNICATIONS DU CS3R
- 13 • LE RÉSEAU IN-TERRÉ-ACTIF ET LA BOURSE DU CARBONE SCOL'ÈRE - RITA
- 14 • LES BIAIS COGNITIFS, TOUT CE QUI FAIT DÉRAILLER LES ESPRITS - JEAN-YVES PROULX
- 16 • PROGRAMMATION DES JQSI
- 18 • UNE ÉDUCATION CONSCIENTISANTE - ALICE GRINAND
- 20 • POUR UNE ÉDUCATION HUMAINE - THIBAUT FINET
- 21 • POUR UNE ÉCOLE VÉRITABLEMENT ÉMANCIPATRICE - JEAN-CLAUDE LANDRY
- 22 • VOUS AVEZ DIT DÉMOCRATIE ? - XAVIER ST-PIERRE
- 27 • AGENDA CULTUREL ET SOLIDAIRE - L'ÉQUIPE DU CS3R
- 28 • LA CRISE DE LA MASCULINITÉ, OU LES HOMMES SONT-ILS TOUJOURS EN CRISE? - ANNABELLE CARON
- 31 • FINANCEMENT

pour penser à la qualité de vie des générations futures, celles qui devront vivre les dernières décennies du XXI^e siècle. L'harmonie, c'est l'idée qu'il faille résoudre nos problèmes en prenant en considération notre coexistence avec d'autres individus, d'autres peuples, d'autres espèces. Le bien commun, c'est cette obligation de se rappeler qu'une société n'est pas qu'une somme d'intérêts individuels (comme le croyait Margaret Thatcher) et qu'il faut donc favoriser le débat d'idées et la délibération à tous les niveaux politiques.

Au XX^e siècle, la menace nucléaire aura parfois permis d'initier le dialogue entre belligérants (pensons à la crise des missiles de 1962). De manière analogue, il faut maintenant que la menace climatique puisse paver la voie à la diplomatie et à la solidarité entre les États. Le restant du XXI^e siècle pourrait bien mener à l'exacerbation des problématiques actuelles : plus de réfugiés climatiques et de crises identitaires, plus de guerres liées à l'accès aux ressources (eau potable, minerais, pétrole), plus d'inégalités sociales, d'individualisme et d'isolement. Mais il pourrait aussi être l'occasion de relever des défis qui dépassent les frontières et les intérêts particuliers. Pour ce faire, il faut cesser de jouer à l'autruche et mettre au pouvoir des femmes et des hommes qui font passer l'environnement au sommet de leurs priorités. La paix mondiale en dépend. ●



Le bien commun, c'est cette obligation de se rappeler qu'une société n'est pas qu'une somme d'intérêts individuels et qu'il faut donc favoriser le débat d'idées et la délibération à tous les niveaux politiques.



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

942, RUE SAINTE-GENEVIÈVE
TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC) G9A 3X6
TÉLÉPHONE : 819 373-2598 - TÉLÉCOPIEUR : 819 373-7892
WWW.CS3R.ORG - COMMUNICATION@CS3R.ORG
LE POINT EST UNE PUBLICATION BIANNUELLE
DIRECTEUR GÉNÉRAL : JEAN-MARC LORD
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : JEAN-CLAUDE LANDRY
COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS : ALICE GRINAND
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : MARTIN RINFRET
MARTIN.RINFRET@CGOCABLE.CA
ENVOI DE PUBLICATION
ENREGISTREMENT NO. 488 151 - ISSN : 0828-7910 - TIRAGE : 1000 EXEMPLAIRES
IMPRIMÉ SUR DU PAPIER 100% RECYCLÉ

NOUS REMERCIONS LES PERSONNES ET LES ORGANISMES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO. À DIFFUSER SANS MODÉRATION!

INITIATIVE FINANCÉE PAR :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

EN COLLABORATION AVEC :



AVEC L'AIMABLE APPUI DE :



SANS COMPTER L'APPORT DE :



NPD

Robert Aubin
Député de Trois-Rivières

214, rue Bonaventure, Trois-Rivières, QC G9A 2B1
robert.aubin@parl.gc.ca

819 371-5901

@RobertAubinNPD
/robertaubin_deputenpd

D'un appel à des réformes démocratiques et à la fin de la corruption, cela finira dans un bain de sang. D'un mouvement populaire, cela finira en conflit international. Plus de 8 ans après le début de la guerre en Syrie, plus de 350 000 personnes sont mortes, et on compte plus de 6 millions de réfugié-e-s, et autant de déplacé-e-s internes.

Les idées de la révolution syrienne, les oubliées du conflit

SECTEUR DES
COMMUNICATIONS DU CS3R



Mars 2011. Dans la vague des printemps arabes qui balaie le Proche et le Moyen-Orient, le peuple syrien se lève pour dénoncer le régime du président en place, Bachar Al-Assad. Pour faire taire ce mouvement de révolte, Bachar Al-Assad recourt à une répression violente et musclée. Il n'en faudra pas plus pour pousser le peuple syrien à recourir aux armes.

2012 sera marquée par des tentatives de médiation pour sortir de cette crise, sous l'égide notamment de l'ONU. L'intensification des répressions aura en outre déjà mené à une mise au ban croissante de Bachar Al-Assad par la communauté internationale, qui commence alors à prendre des sanctions (rappel de diplomates, diminution des importations, etc.) pour dénoncer le régime Baas.

La diversité des revendications et des idéologies laïque, islamique, libéral, nationaliste arabe ou pro-occidentale, aura cependant eu raison d'une alliance de l'opposition syrienne au-delà des images de façade. Le Conseil national syrien parviendra néanmoins à acquérir une certaine légitimité internationale, ce qui lui permettra notamment d'obtenir le soutien financier et militaire de pays comme la France ou les États-Unis.

PLUS QU'UNE SIMPLE GUERRE CIVILE

En août 2013, une attaque chimique est perpétrée dans la Ghouta, une banlieue de Damas sous influence rebelle. Elle sera attribuée au régime de Bachar Al-Assad par les puissances occidentales, tandis que l'Iran et la Russie accusent l'opposition syrienne. L'ONU adopte une résolution qui prévoit le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. En novembre commencent les opérations de démantèlement, sous l'égide de l'ONU. Malgré la menace de «ligne rouge franchie», les États-Unis n'interviendront que l'année d'après.

En effet, c'est la proclamation du califat de l'État islamique en août 2014 qui motivera les États-Unis à intervenir, dans le cadre d'une coalition contre l'État islamique qui rassemble des pays arabes comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou la Jordanie et des pays occidentaux, comme le Canada, la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. La priorité de cette coalition ne se concentre pas sur la chute d'Assad, mais sur la destruction de l'E.I. La communauté internationale ferme peu à peu les yeux sur les atrocités commises par Assad, laissant faussement penser que l'avenir de la Syrie se résume à «Bachar ou la Charia».

DE NOMBREUX BELLIGÉRANTS

Les Kurdes syriens se sont fait connaître dans ce conflit par le soutien qu'ils ont apporté dans la lutte contre l'État islamique, notamment lors de leur rôle majeur dans la reprise de Kobané en 2014, première défaite des djihadistes. Le conflit syrien permet aux habitant-e-s du Rojava, une région du nord-ouest de la Syrie de faire valoir leur volonté d'État syrien fédéral, municipaliste et démocratique.

Au début de cette année 2018, la Turquie s'est fait une place dans les actualités en lançant une offensive contre Afrine, une enclave kurde du Rojava. Néanmoins, les hostilités turques face à la volonté occidentale d'alliance avec les Kurdes syriens, ont toujours été connues et manifestes. Ankara lutte déjà sur son territoire contre sa propre minorité kurde, notamment représentée par le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan).

UN CONFLIT IMBRIQUÉ DANS D'AUTRES CONFLITS

Bien que dans les loges depuis le début du conflit grâce au soutien substantiel qu'elle apporte au gouvernement Assad, c'est en 2015 que la Russie fait son entrée sur le devant de la scène. Cette année marquera le déploiement par Moscou d'avions de combat et d'une campagne de bombardement.

Tandis que Moscou affirme viser des positions de l'État islamique, les États-Unis, par le truchement de l'OTAN, soutiennent que des forces rebelles étaient en ligne de mire de l'armée russe. Le conflit syrien prend alors des airs de guerre froide, par ailleurs également reflétée à travers les conflits en Crimée et en Ukraine.



Comment les idées de la révolution syrienne, celles qui parlent de démocratie, de liberté et de dignité, pourraient-elles se faire entendre ?

Il serait impensable de dresser le portrait de cette région tourmentée du monde sans mentionner Israël. Depuis le début du conflit, Tel-Aviv fournit une aide alimentaire et sanitaire aux déplacés syriens dans le plateau du Golan, annexé par Israël depuis la Guerre des Six Jours en 1967. Le conflit syrien est ainsi venu raviver les tensions autour du plateau du Golan, qui impliquent autant la Syrie et Israël que leurs alliés respectifs, l'Iran et les États-Unis.

Les enjeux du conflit syrien, déjà complexes, viennent en effet s'entrecroiser et s'imbriquer dans les enjeux géopolitiques de la région: le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, la reconnaissance par Washington de Jérusalem comme capitale israélienne, ou encore le rapprochement entre les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël.

Fort de ses victoires militaires, le régime Assad a organisé au mois de septembre 2018 des élections municipales, les premières depuis 2011. La majorité des candidats étaient affiliée au parti présidentiel.

À travers tout ce brouhaha géopolitique, et de nombreuses pertes en vie humaine, comment les idées de la révolution syrienne, celles qui parlent de démocratie, de liberté et de dignité, pourraient-elles se faire entendre? ●

CRÉDIT : WIKIMÉDIA COMMONS

UNE RÉGION TOURMENTÉE

Le conflit syrien est évidemment à appréhender avec les puissances régionales, qui, si elles se font plus discrètes, sont bel et bien présentes. Ainsi, l'Iran appuie les milices pro-Assad aux côtés des Russes, tout comme elle soutient par ailleurs le Hamas et le Hezbollah libanais. Téhéran est également intervenu militairement contre l'État islamique.

Cela va sans dire que l'Arabie Saoudite, qui partage avec l'Iran des ambitions hégémoniques sur la région et qui perçoit donc l'influence de Téhéran comme une menace, participe également au conflit. Riyad joint ses efforts à la coalition arabo-occidentale contre l'État islamique, qu'elle a pourtant, ironiquement, grandement contribué à créer. Cependant, elle concentre actuellement ses efforts militaires sur le Yémen.

Dans le discours officiel israélien, les Palestiniens sont invariablement présentés comme des agresseurs et des terroristes, alors que les Israéliens sont présentés comme des victimes qui ne font que se défendre contre le terrorisme. Or, c'est oublier qu'une bonne partie de l'élite qui a créé l'État d'Israël en 1948 avait de nombreux actes terroristes sur la conscience (et même du sang sur les mains pour quelques-uns). Le terrorisme israélien s'inscrit dans l'histoire violente de la conquête territoriale de la Palestine. Si le terrorisme politique est surtout le fait des organisations extrémistes comme l'Irgoun ou le Lehi jusqu'en 1948, c'est aujourd'hui l'armée, Tsahal, qui utilise la terreur pour soutenir la guerre de colonisation dans les territoires occupés.

DE LA HAGANAH À TSAHAL. HISTOIRE ET PERSPECTIVE DU TERRORISME ISRAËLIEN.

Le terrorisme sioniste : aux fondements d'Israël

THIBAUT FINET



À partir de 1920, alors que tout le territoire était gouverné par les Britanniques, le mouvement sioniste israélien s'est doté d'une organisation paramilitaire puissante appelée la Haganah («défense» en hébreu) qui avait pour but de protéger les communautés juives de Palestine mais aussi d'organiser des assassinats politiques, tel que celui de l'écrivain juif antisioniste Jacob Israël De Haan en 1924 à Jérusalem.

À partir de 1930, d'autres mouvements plus radicaux eurent recours de façon systématique au terrorisme contre les ennemis du projet sioniste en Palestine. Dans ces groupes, il faut mentionner la tristement célèbre Irgoun («organisation militaire nationale») qui s'est séparée de la Haganah en 1931, jugée trop timorée. Les actions de l'Irgoun ont été sanglantes et elles ont préfiguré le terrorisme dit « moderne ». Ainsi, la bombe placée à l'hôtel King David à Jérusalem, siège des autorités anglaises, a fait 91 morts le 22 juillet 1946, record macabre pour l'époque. L'Irgoun fut aussi responsable du massacre des habitants du village de Deir Yassine qui a fait plus d'une centaine

de morts palestiniens en avril 1948. Encore aujourd'hui, ce massacre est considéré par les Palestiniens comme une des causes majeures de la Nakba dans leur esprit collectif.

C'est finalement, en 1948, lors de la création de l'État d'Israël, que l'Irgoun, ainsi que le Lehi un autre groupe terroriste, ont été réincorporés à la Haganah pour former Tsahal, («l'armée de défense d'Israël») qui est aujourd'hui la force armée officielle de l'État hébreu.

Il est intéressant d'observer que l'ancien leader de l'Irgoun, Menahem Begin, partisan d'un sionisme agressif et ultra-nationaliste, est devenu premier ministre d'Israël (1977 à 1983). Son parti fut l'ardent défenseur de l'idéologie du révisionnisme sioniste, c'est-à-dire de la conception d'un sionisme d'extrême droite qui revendique une colonisation radicale et armée de toute la Palestine. De nos jours, cette idéologie est portée par le Likoud, le parti au pouvoir dirigé par le premier ministre Benyamin Netanyahou, dont le père Benzion Netanyahou avait été, quelques décennies plus tôt, un membre actif de l'Irgoun.

TSAHAL ET LE TERRORISME D'ÉTAT AU 21^E SIÈCLE

Alors, la perpétration des actes terroristes a-t-elle diminué avec le temps et la domination israélienne sur les territoires occupés? Il semble que non. On peut en effet relever depuis des décennies dans la presse inter-

nationale de nombreux faits divers impliquant des meurtres de vengeance de la part de «loups solitaires» israéliens sur des Palestiniens. Voici quelques exemples d'actes terroristes répertoriés jusqu'à 2015.

En 1985, Hamis Tutanji, un chauffeur de taxi est retrouvé adossé sur la roue de sa voiture, le crâne criblé de balles. Les auteurs de cet acte terroriste sont un officier de police, un militaire et un étudiant israélien.

Quelques années plus tard, en 1994, le docteur Baruch Goldstein pénètre dans une mosquée d'Hébron pendant la prière au Caveau avec une arme automatique et tue 29 Palestiniens.

Durant la seconde Intifada en 2000, deux jeunes soldats décident d'organiser des représailles contre un marché d'Haïfa : ils lancent des grenades et mitraillent les kiosques d'un marché.

En 2003, Irena Starashnatsev, qui a perdu son frère militaire quelque mois plus tôt dans une embuscade, fonce en voiture sur un groupe de travailleurs palestinien et mutile grièvement Ibrahim Martaga, un inconnu.

En 2015, la maison de la famille Dawabsheh est incendiée par des colons extrémistes : les deux parents et un bébé de 18 mois ont péri dans l'incendie laissant orphelin un petit garçon de 4 ans grièvement brûlé.

«En fait, c'est véritablement l'armée qui utilise le terrorisme sur les populations palestiniennes comme stratégie de colonisation»

GLOSSAIRE

Nakba : Après le massacre de Deir Yassine, la peur s'est emparée des Palestiniens qui ont alors fui par centaines de milliers leurs foyers pour se réfugier dans les pays avoisinants le temps que la guerre finisse. Cet exode massif a été appelé Nakba (catastrophe en arabe). La grande majorité de ces personnes et leurs descendants sont toujours réfugiés dans des camps au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Égypte.

Il apparaît quasiment futile de rappeler d'autres aspects de la guerre quotidienne du territoire à laquelle participe les colons israéliens : incendier les terres palestiniennes, saboter les lignes électriques dans la bande de Gaza ou détruire des oliveraies dont l'exploitation est le principal ressort économique en Palestine.

En fait, c'est véritablement l'armée qui utilise le terrorisme sur les populations palestiniennes comme stratégie de colonisation. Disons-le tout de suite : il est difficile de documenter les opérations militaires en dehors des «heurts», quasi quotidien à la frontière. En réalité, lors de ces «altercations», ce sont bel et bien des soldats sur-équipés qui abattent à distance des jeunes qui protestent trop près des barbelés, à l'image du militant amputé Ibraheem Abu Thuray, tué dans son fauteuil roulant en 2017.

Heureusement, on connaît les détails effroyables de certaines opérations de la



CRÉDIT WIKIMEDIA COMMONS.

L'attentat perpétré par l'Irgoun contre l'hôtel King David à Jérusalem en 1946 fit un nombre record de morts pour l'époque (91) parmi lesquels des Palestiniens, des Israéliens et des Anglais.

bouche même de ceux qui les ont exécutés. C'est par exemple le cas de l'ex-pilote israélien Yonatan Shapira, qui raconte et dénonce depuis 2003 les pratiques terroristes de Tsahal, telles que les bombes larguées en pleine nuit sur des habitations, ou dans des marchés bondés, contre des supposés dirigeants du Hamas. En 2002, le pilote Shapira a largué une bombe d'une tonne sur la maison de Salah Shehadeh tuant 14 personnes dont 9 enfants.

Nous ne parlerons pas non plus des bombardements dits «préventifs» menés sur Gaza, Hébron, Haïfa ou Ramallah. «Préventif» est un triste euphémisme pour qualifier les représailles au centuple de l'armée face aux quelques roquettes palestiniennes qui s'abattent en zone urbaine.

Difficile donc, de voir comment l'État hébreu ne porte pas en lui aujourd'hui le fardeau de la «banalité du mal» pour reprendre une formule de la philosophe Hannah Arendt, tant l'utilisation de la terreur au quotidien est bel et bien un fondement idéologique du pays. ●

MÉDIAGRAPHIE

- Renée Neher-Bernheim, Histoire juive de la Révolution à l'État d'Israël, Le Seuil, Paris, 2002, p.1210-1212
- Yakov M. Rabkin, Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme, Presses de l'Université Laval, Québec 2004, p.146-151
- Ami Pedahzur, Arie Perliger, Jewish terrorism in Israel, Columbia University Press, New York 2009, p.111-158

Plastique : un monde fascinant et inquiétant dont on se serait bien passé...

PIERRE-OLIVIER LEMIRE

DOCTORANT EN GÉNIE DES RESSOURCES, UQTR

L'ÉTENDUE DU PROBLÈME

Les scientifiques des universités de Géorgie et de Californie ont publié dans la revue *Science Advances* en 2017, un inventaire mondial des matières plastiques entre 1960 et 2015. On y apprend que l'humanité a produit plus de plastique au cours des dix dernières années que pendant tout le 20^e siècle. Cet inventaire estime que la production était de 15 millions de tonnes en 1960, et a augmenté de manière exponentielle pour se fixer à plus de 300 millions de tonnes aujourd'hui. Cela équivaut physiquement au poids de l'ensemble de la population humaine. Aujourd'hui, on estime la production de plastique à environ 10 tonnes par seconde, et environ la moitié de cette production sert aux emballages à usage unique (sacs, bouteilles, récipients, etc.). Ces produits sont maintenant partout et font partie intégrante de notre vie quotidienne. Les scientifiques estiment que la production annuelle de plastique devrait doubler d'ici 2040.

Selon l'ONU, la production cumulée de plastique entre 1950 et aujourd'hui aurait été de 8-9 milliards de tonnes de plastiques. Sur ce tonnage impressionnant, moins de 9% ont été récupérés et recyclés, 12% ont été incinérés et 79% se sont accumulés quelque part dans la nature, dans les décharges, rivières et océans où 8-9 millions de tonnes de plastiques sont déversées chaque année. La pollution plastique du milieu naturel est un véritable désastre collectif et bien peu de décideur-e-s réalisent l'ampleur et la gravité de la situation. Le problème est que la quantité de déchets plastiques est en constante croissance et que nous n'avons pas vraiment de stratégie claire à l'échelle collective ni de modèle industriel efficace pour récupérer et recycler les vieux plastiques.



LA CHINE, GRAND RECYCLEUR DE PLASTIQUES, STOPPE SES IMPORTATIONS

Depuis plusieurs décennies, les pays riches exportaient la plupart de leurs déchets plastiques vers la Chine. Cette dernière payait les frais de transport, de triage et de recyclage des matières, pour les utiliser en général dans son secteur manufacturier. Cependant, depuis décembre 2017, la Chine refuse les plastiques de basse qualité et contaminés issus des pays étrangers. Le pays sélectionne maintenant les plastiques les plus intéressants, et les quantités ont été fortement réduites. Les scientifiques de l'étude suggèrent que la politique chinoise d'arrêter l'importation de près de la moitié du plastique recyclable dans le monde déplacera environ 111 millions de tonnes métriques de déchets plastiques d'ici 2030. De ce fait, les pays développés n'auront d'autre choix que d'investir dans de nouvelles usines de traitement, d'enfouir leurs déchets recyclables et/ou d'exporter le plastique vers les pays en développement qui n'ont pas les installations nécessaires pour traiter ses importations supplémentaires.

LE CYCLE DE VIE DU PLASTIQUE FINI TROP SOUVENT DANS LES OCÉANS

Fin 2017, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sonne l'alerte en évoquant une « crise planétaire ». Selon le chef de l'agence de l'ONU, la situation nécessite une « action urgente » pour que les océans ne se transforment pas en une « soupe de plastique ». Selon celui-ci, d'ici 2050, il y aura plus de masse de plastique dans les mers que de poisson. « Nous ruinons l'écosystème de l'océan », affirme la coordonnatrice de la division des écosystèmes marins et côtiers aux Nations unies.

Selon un rapport du Helmholtz Centre for Environmental Research en Allemagne, datant de la fin 2017, 90% des déchets plastiques présents dans les océans proviennent de dix fleuves, parmi les plus grands du monde, en Asie et en Afrique. Huit d'entre eux sont en Asie, le Yang Tsé et le fleuve Jaune en Chine, le fleuve de l'Amour en Russie et en Chine, le Mékong en Asie du Sud-Est, le Gange et l'Indus en Inde et au Pakistan, ou encore le Nil en Égypte et le fleuve Niger en Afrique. Ce sont ces fleuves à qui incombe la plus large responsabilité de la pollution plastique des océans. Plusieurs raisons expliquent l'importance des pollutions plastiques dans ces fleuves. Le bord de ceux-ci sont très peuplés et traversent souvent des régions pauvres, ou les déchets ne sont ni collectés ni recyclés. Les fleuves les plus polluants sont aussi ceux avec le plus grand débit car en transportant plus d'eau vers l'océan, ils transportent plus de plastiques.

Le fleuve Saint-Laurent n'est pas non plus épargné par cette pollution. Encore peu documenté, des recherches menées par une équipe de l'Université McGill a néanmoins découvert une grande concentration de microbilles de plastique dans le fleuve St-Laurent.

Ce sont tous les cours d'eau, qu'ils soient québécois ou d'ailleurs, qui sont menacés par le plastique, et avec eux, la biodiversité qu'ils hébergent. Notre limitation de sac de plastiques, ou même des pailles en plastique, suffira-t-elle vraiment à enrayer cet engrenage? ●



« L'humanité a produit plus de plastique au cours des dix dernières années que pendant tout le 20^e siècle. »

Retour en images sur un été QSF

Lors de l'été 2018, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières chapeautait deux séjours de solidarité internationale, l'un à Cuba et l'autre au Sénégal, dans le cadre du programme Québec sans frontières, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Gouvernement du Québec. Retour en images sur les souvenirs des participantes et des participants qui étaient à Khalambasse, un petit village sénégalais, et à Bayamo, à Cuba.



« Juste vous dire, chers lecteurs et lectrices, que chacune des activités a vraiment vraiment vraiment bien fonctionné. Notre équipe a réussi à travailler en symbiose avec la communauté et en accord avec les attentes de notre homologue. Il a dit que nous avons été béni.e.s par les Dieux (bien entendu, ce n'est qu'un seul Dieu parce que sinon... sacrilège). »



Annabelle avec une jeune fille du village montrant l'horaire de la fête des légumes

« La fête des légumes a été organisée dans le but de sensibiliser la communauté à l'hygiène personnelle, à l'hygiène des légumes ainsi qu'à la nutrition. Nous souhaitons aussi profiter de cette fête pour annoncer notre arrivée dans le village et la raison de notre présence. »



Laura et sa grand-mère lors d'un mariage traditionnel

« La communauté a été très accueillante avec nous. On a ressenti au début une distance entre la communauté et nous, en raison du statut d'invité.e.s qui nous est donné. Toutefois, à la suite de la fête des légumes, la communauté a mieux compris le motif de notre présence au village et l'intégration s'est accélérée drastiquement. Nous avons appris les rudiments du sérère : l'apprentissage des salutations est obligatoire par respect pour leurs coutumes. »





« Il est important dans le projet d'aller vers les citoyen.ne.s ne faisant pas partie des groupes LGBT+ de Bayamo afin de donner envie à tou.te.s de s'engager dans la cause ou même de s'intégrer dans les groupes. Ici on peut voir l'une d'entre nous en train de discuter de diversité sexuelle avec deux personnes. »



« Lors de cette soirée chez la leader du groupe Vénus (Regroupement des lesbiennes et bisexuelles de Bayamo), nous avons appris à mieux connaître le groupe ainsi que ses valeurs et nous nous sommes beaucoup amusé.e.s à jouer à des jeux de société. C'est lors de ces soirées que nous pouvions le mieux pratiquer notre espagnol. »



Marilou et des membres du groupe Vénus en discussion avec les gens de Bayamo lors d'une activité de sensibilisation.



Nous avons organisé une activité de sensibilisation à Bayamo, où nous distribuons des dépliants sur la diversité sexuelle et le VIH/sida.



CREDIT : WIKIMEDIA COMMONS

L'avortement demeure criminel en Argentine

Le 8 août 2018, le Sénat argentin s'est prononcé contre le projet de loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG), dans le contexte d'une forte mobilisation féministe et progressiste qui a mobilisé plus de deux millions de personnes en faveur de l'IVG. À une courte majorité, 38 contre et 31 en faveur du projet de loi, les sénatrices et sénateurs ont refusé de donner aux femmes le droit de disposer de leur corps et de prendre position pour une meilleure santé publique. Chaque année, on estime qu'environ 500 000 avortements sont pratiqués clandestinement en Argentine, ce qui coûte la vie à des dizaines de femmes à travers le pays. Malheureusement, il faut rappeler qu'en Argentine le lobby catholique est encore très puissant dans les affaires de l'État. Il faudra donc attendre 2019 pour que la question de l'avortement puisse à nouveau être discutée au Parlement.



CREDIT : WIKIMEDIA COMMONS

L'Inde dépénalise l'homosexualité et l'adultère

La Cour suprême indienne a dépénalisé coup sur coup l'homosexualité et l'adultère au mois de septembre 2018. Dans le jugement du 6 septembre 2018, elle a invalidé partiellement l'article 377 du Code pénal rédigé sous le régime britannique, qui punissait d'emprisonnement «les rapports charnels contre nature», les juges de la Cour suprême ont reconnu que l'homosexualité était au contraire «naturelle». Quelques semaines plus tard, le jeudi 27 septembre, la Cour suprême s'est dite favorable à la dépénalisation de l'adultère, qui était passible d'une peine de cinq ans de prison, jugeant que cette loi était discriminatoire envers les femmes.



CREDIT : WIKIMEDIA COMMONS

Les Ouïghours toujours persécutés en Chine

La population turco-musulmane de la province du Xinjiang, en Chine occidentale, est toujours persécutée par les autorités chinoises. Au début du mois de septembre, Michelle Bachelet, la commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, a recommandé à la Chine et à la communauté internationale d'envoyer sur place une commission d'enquête. La Chine est suspectée d'interner massivement les dissidents ouïghours, considérés comme des «terroristes» par Pékin depuis la recrudescence des attentats djihadistes dans le pays (Tiananmen en 2013 et Kunming en 2014). La Chine, qui a finalement reconnu ces détentions massives, les a qualifiées de «centres de formation» pour lutter contre le terrorisme et le séparatisme. Les populations ouïghoures et tibétaines sont aujourd'hui les minorités les plus visées par la répression du régime chinois, accusé de pratiquer un génocide culturel et linguistique. Les Ouïghours sont en voie de devenir une ethnie minoritaire sur leur propre territoire, représentant moins de 50% de la population totale du Xinjiang.



CREDIT : JULIEN HARNNAIS - FLICKR.COM

Guerre et famine au Yémen

Le conflit entre le gouvernement du Yémen, soutenu par l'Arabie Saoudite, et les rebelles Houtistes, soutenus quant à eux par l'Iran, continue de détériorer la situation humanitaire catastrophique dans cette région du monde. Les opérations militaires qui ont eu lieu cet automne ont empêché l'aide humanitaire de se rendre dans le pays. L'ONG Save the Children estime que c'est plusieurs centaines de milliers d'enfants qui sont actuellement sous-alimentés et que des millions d'autres risquent d'être exposés à la pénurie alimentaire. L'ONU s'alarme du risque d'écllosion du choléra dans la région. Le conflit armé au Yémen a déjà fait plus de 10 000 victimes depuis 2015.

Le Réseau In-Terre-Actif et la Bourse du carbone Scol'ERE

Le Réseau In-Terre-Actif est fier d'annoncer qu'il a récemment été reconnu en tant qu'Organisme de formation accrédité (OFA) par la Coop FA (www.coopfa.com), une coopérative de Lévis œuvrant en éducation relative à l'environnement, afin de prendre part au projet de la Bourse du carbone Scol'ERE (www.boursescolere.com) dans les écoles primaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec!

La Bourse du carbone Scol'ERE est un projet d'éducation à l'éco-citoyenneté, un mouvement collectif et éducatif visant à engendrer des changements de comportements mesurables quant aux habitudes des familles en lien avec les émissions de gaz à effet de serre (GES). Ceci se traduit par :

Volet Je m'engage : vise la réduction des émissions de GES grâce à la réalisation de défis par les élèves et leurs familles à la suite d'une formation de 10 heures offerte en classe par le Réseau In-Terre-Actif;

Volet Je compense : permet la compensation d'émissions de GES par l'achat de Crédits carbone éducatifsMD créés par les GES évités dans le cadre du volet Je m'engage.

À l'heure où les changements climatiques sont de plus en plus reconnus comme étant l'enjeu mondial nécessitant la mobilisation la plus urgente et significative, le Réseau In-Terre-Actif est ravi de pou-



voir joindre ses efforts à ceux d'une équipe dynamique et engagée partageant la même conviction que les jeunes sont non seulement les décideurs de demain, mais également les acteurs de changement d'aujourd'hui.

Notons que depuis les débuts du projet de la Bourse du carbone Scol'ERE, en 2010, ce sont plus de 500 classes et 11 000 élèves du primaire, dans 9 régions administratives du Québec, qui ont permis d'éviter les émissions de 50 000 tonnes de CO₂ grâce à l'adoption de 65 000 nouvelles habitudes de vie écoresponsables. Dès janvier 2019, les élèves de la Mauricie et du Centre-du-Québec seront eux aussi au rendez-vous et prêts à mobiliser leur entourage ! ●

Partenaires majeurs de la Bourse du carbone Scol'ERE :



Éco PLATINE PLUS

Éco PLATINE

Éco OR PLUS

Éco ARGENT



Les économistes néo-libéraux et les autres chantres de la croissance à tout va ont entrepris depuis des décennies de détourner le langage –en s'accaparant des euphémismes trompeurs- afin de justifier dans nos cerveaux la pauvreté, la corruption, le pillage des ressources naturelles, en un mot : l'immoralité.

Les biais cognitifs, tout ce qui fait dérailler les esprits

JEAN-YVES PROULX



Le cerveau humain n'a pas été conçu pour réfléchir, explique Thomas Durand, docteur en physiologie végétale, dans son livre *L'ironie de l'évolution*. « Nos fonctionnements cérébraux innés, ceux qui déterminent notre façon de raisonner spontanée, automatique, sans réfléchir, sont ceux qui ont assuré le succès évolutif de notre espèce. »¹

Si, autrefois, réflexes et automatismes ont assuré la survie de l'humanité, ils risquent aujourd'hui de lui être fatals. « Quand un orateur sûr de lui et séduisant bondit sur scène, vous pouvez être sûr que son auditoire jugera ses déclarations plus favorablement qu'il ne le mérite », écrit Daniel Kahneman, psychologue et économiste. Ainsi, un parti politique ayant à sa tête un excellent comédien aura plus de chance de l'emporter le jour du scrutin. Un bon animateur de télé-réalité pourrait se retrouver à la présidence de la plus grande démocratie de la planète en criant « Make America Great Again ». Même si pour ce faire, il entend tout déréglementer jusqu'à ce que ses électeurs soient contraints d'accepter les conditions de travail qui prévalent au sud de sa frontière.

On imagine facilement qu'un professeur d'art dramatique puisse promettre un mode de scrutin proportionnel et, passé l'élection, renvoyer le tout aux calendes grecques. Il pourrait s'afficher grand défenseur de la cause climatique sur la scène internationale et le lendemain au Texas, être adoubé par l'industrie pétrolière. Il pourrait acheter un pipeline transportant le pétrole le plus sale au monde en affirmant qu'accepter de polluer la planète nous permettrait d'accumuler suffisamment d'argent pour nous assurer demain un environnement sain.

Toujours selon Thomas Durand « l'être humain étant cognitivement avare, il cherche à minimiser les efforts cérébraux »³. Les grands spécialistes de la publicité et de la communication l'ont bien compris et en font leur pain et leur beurre.

Pour ce politicien bon vendeur, le choix des mots sera de la plus haute importance. Ainsi, celui qui proposera de privatiser une entreprise, utilisera le mot monopole plutôt que services publics, ce premier terme étant généralement associé à profiteuse, exploiteuse voire corruption. De même, le mot privé est associé à efficacité et dynamisme et le mot public, à lourdeur et gaspillage. Pourtant, le mot privé pourrait aussi évoquer évasion fiscale, malversation, culture du secret, collusion, cartel, falsification des faits, publicité trompeuse... À combien de scandales l'industrie pharmaceutique ou la pratique privée de la médecine ont-elles été mêlées au cours des dernières années ?

La richesse a toujours été entourée d'une certaine aura, on tendra à accorder davantage d'attention à ce que dit celui qui en est bien pourvu. À ce point qu'un économiste sérieux se sentira inspiré en écrivant un livre faisant *L'éloge de la richesse*⁴. Plus réfléchi, un autre dénoncera *Le triomphe de la cupidité*⁵. Le mot liberté a toujours fait rêver. On revendiquera la libre circulation des capitaux. Et discrètement s'installera un vaste système d'évasion fiscale. Mais ces mêmes revendicateurs s'opposeront à la libre circulation des travailleurs.

On pourra se lancer dans de féroces guerres commerciales en les baptisant ententes de libre échange ce qui permettra à des transnationales d'avaler les petites entreprises locales tout en réduisant partout au minimum tant les normes du travail que les normes environnementales. L'idée d'être exclu d'une telle entente suscitera au sein d'une population un stress inimaginable. On peine à refouler à ses frontières des demandeurs d'asile provenant de pays où on a pratiqué une exploitation éhontée de leurs ressources, pays qu'on a souvent bombardés en prétendant leur apporter les vertus de la démocratie. Aucune relation.

« Dans les deux dernières décennies du XXe siècle, les Chinois et les Occidentaux se sont tout bonnement réparti les tâches de la future transition énergétique et numérique : les premiers se salariaient les mains pour produire les composants des green tech, tandis que les seconds, en les leur achetant, pourraient se targuer de bonnes pratiques écologiques. En d'autres mots, le monde s'est organisé comme l'entendait Larry Summers : « entre ceux qui sont sales et ceux qui font semblant d'être propres. »⁶ Ces faits mettent « en évidence les

« S’informer fatigue, et c’est à ce prix que le citoyen acquiert le droit de participer intelligemment à la vie démocratique »

Ignacio Ramonet



CRÉDIT : DONKEYHOTEGY - FLICKR.COM

DonkeyHotegy 2017

rouages les plus secrets de notre cerveau et révèle notre talent inné et hors du commun pour ne voir que ce que nous voulons voir et mettre de côté ce que nous préférons ne pas savoir » écrit George Marshall⁷.

MAIS ALORS ?

« Si nous avons un vrai système d’éducation, on y donnerait des cours d’autodéfense intellectuelle », affirme Noam Chomsky. Et d’ajouter Ignatio Ramonet : « s’informer fatigue, et c’est à ce prix que le citoyen acquiert le droit de participer intelligemment à la vie démocratique ». ●

- 1- Jacques GÉNÉREUX, La déconomie, Seuil, Paris, 2016, p. 359
- 2- Daniel KAHNEMAN, Système 1, Système 2. Les deux vitesses de la pensée, Flammarion, Paris, 2012, p. 9
- 3- Thomas C. DURAND, L’Ironie de l’évolution, Seuil, Paris, 2018, p. 81
- 4- Son auteur a été 2007 Alain DUBUC, Éloge de la richesse, Voix parallèles, Québec, 2007. Alain Dubuc a été lauréat du Grand Prix du livre d’affaires.
- 5- Joseph STIGLITZ, Le triomphe de la cupidité, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2010
- 6- Guillaume PITRON, La Guerre des métaux rares – la face cachée de la transition économique et numérique, Les Liens qui libèrent, Paris, 2018, p. 79
- 7- George Marshall, Le Syndrome de l’autruche – Pourquoi notre cerveau est programmé pour ignorer le changement climatique, Actes Sud, 2017, p. 22
- 8- Cité par Normand Baillargeon en introduction de son livre Petit cours d’autodéfense intellectuelle, Lux, 2005
- 9- Ignacio Ramonet, S’informer fatigue, Le Monde diplomatique

à humanité variable

8 au 17 novembre 2018



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
jqsi.qc.ca

LUNDI 29 OCTOBRE

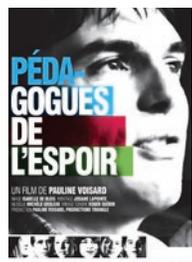
LANCEMENT DES JQSI

Conférence de presse pour le lancement de la 22^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale.

10 h 30 - Entrée libre
Place d'accueil de
l'école secondaire Chavigny
65 Rue Chavigny, Trois-Rivières



JEUDI 1 NOVEMBRE



PREMIÈRE DU DOCUMENTAIRE PÉDAGOGUES DE L'ESPOIR

Une équipe d'éducatrices et d'éducateurs passionné-e-s s'impliquent dans des écoles de la Mauricie et du Centre-du-Québec pour éveiller les consciences sur les défis d'aujourd'hui et de demain pour tenter de changer le monde, une action à la fois. Une discussion avec la réalisatrice Pauline Voisard et les pédagogues suivra à la projection.

19 h 30 - Admission gratuite
pour les membres, 6 \$ non-membres
Ciné-Campus de Trois-Rivières
858, rue Laviolette, Trois-Rivières



MERCREDI 7 NOVEMBRE

CONFÉRENCE DE CLAUDE VAILLANCOURT; HOLLYWOOD ET LA POLITIQUE

Hollywood et la politique est un guide critique du cinéma états unien des années 1980 à aujourd'hui, illustré par de nombreux exemples, de V for Vendetta aux documentaires de Michael Moore, en passant par les blockbusters les plus significatifs.



19 h - Entrée Libre
Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
3175 Boulevard Laviolette, Trois-Rivières



SAMEDI 10 NOVEMBRE

SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

Soirée festive mettant en valeur les projets des stagiaires internationaux et les militant-e-s du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Kiosques sur les projets de stages, prix à gagner, remise du prix Solidarité Brian-Barton et témoignages. Bouchées incluses, bière, vin et cocktails en vente sur place.



16 h à 19 h - 10 \$
Centre communautaire Des Ormeaux
300, rue Chapleau, Trois-Rivières

DIMANCHE 11 NOVEMBRE



CONFÉRENCE DE PHILIPPE DE GROS BOIS; LES BATAILLES D'INTERNET

Tandis que les technophiles exaltent les potentialités d'Internet, les technophobes ne cessent de nous mettre en garde contre la surveillance de masse et l'accaparement des données. Au-delà de ce clivage, quels sont les enjeux, les promesses et les menaces de l'ère numérique?

10 h30 - Entrée libre
Bibliothèque Gatien-Lapointe
1425, Place de l'Hôtel de Ville, Trois-Rivières



BIBLIOTHÈQUES
DE TROIS-RIVIÈRES

LUNDI 12 NOVEMBRE

CONFÉRENCE DE FRANÇOISE DAVID; L'ÉDUCATION AU SERVICE DU BIEN COMMUN

L'éducation est un outil fondamental pour connaître et comprendre le monde. Pour critiquer ce qui doit l'être et construire une société plus juste et plus verte. L'éducation ouvre des portes, entre autres, pour occuper un emploi. Mais surtout elle prépare à l'action citoyenne.



19 h - Contribution suggérée 5 \$
Musée POP, 200, rue Laviolette, Trois-Rivières



Pour toutes questions relatives à la programmation : annabelle.caron@cs3



UNE INITIATIVE DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

WWW.CS3R.ORG
819 373-2598

JEUDI 15 NOVEMBRE

PANEL; L'ÉDUCATION VUE PAR LES 3 SOEURS

Les femmes autochtones, allochtones et issues de l'immigration s'unissent dans un esprit féministe pour acquérir davantage de droits au Québec et dans le monde. Les 3 invitées nous parleront d'un enjeu social majeur pour chacune d'elle: l'éducation. Venez entendre Venez Sonia Chachai, Attikamek d'Obedjiwan; Al hassania Khouiyi, Québécoise d'origine marocaine; Saphia Arhzaf, Québécoise.



17 h à 19 h – Réservation requise
(annabelle.caron@cs3r.org)
Point de services pour autochtones de Trois-Rivières : 1000, boul. du Saint-Maurice, Trois-Rivières



VENDREDI 16 NOVEMBRE

CONFÉRENCE JULIE FRANCOEUR ET LOÏC DE FABRITUS; LE COMMERCE ÉQUITABLE EST-IL VIABLE POUR LES PME?

Au Nord comme au Sud, quelle ampleur prend le commerce équitable et quelle est sa viabilité pour les petites et moyennes entreprises (PME) ? Venez rencontrer deux acteurs clés du commerce équitable au Québec et au Canada.



12 h – Entrée libre - 4020, Pavillon Ringuet, UQTR
3351, boul. des Forges, Trois-Rivières

MARDI 20 NOVEMBRE

JOURNÉE D'ENGAGEMENT JEUNESSE

Rassemblement d'élèves des écoles secondaire de la Mauricie autour des valeurs de participation citoyenne et d'engagement social. Ateliers interactifs, mises en situation, conférences, construction d'agenda engagé sont entres autres au menu de cette journée.



Ouvert aux écoles secondaires de la Mauricie seulement
Pour informations: richard.grenier@cs3r.org

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI).

PARTENAIRES



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale



Table de concertation
du mouvement



CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

camino.ca

FAIR TRADE • ORGANIC • ÉQUITABLE • BIOLOGIQUE
FROM A CANADIAN WORKER CO-OP • D'UNE COOP DE TRAVAIL D'ICI



Syndicat des professeur(e)s
du Cégep de Trois-Rivières



www.cs3r.org, 819 373-2598, poste 304

Paulo Freire (1921-1997) était un pédagogue, sociologue et philosophe brésilien, qui a beaucoup œuvré pour l'alphabétisation des personnes adultes en situation de grande pauvreté. C'est notamment d'après son expérience auprès des populations les plus défavorisées qu'il a développé son approche de l'éducation, et le rôle de celle-ci dans l'émancipation tant individuelle que collective, qu'il a surtout publié son ouvrage *Pédagogie des opprimés*. Alors que nos sociétés occidentales souffrent d'un manque démocratique de plus en plus flagrant, il semblerait que les idées de Paulo Freire n'aient rien perdu de leur pertinence.

Une éducation conscientisante

ALICE GRINAND



Selon Paulo Freire, c'est peut-être notre capacité d'apprendre qui ferait notre spécificité. Ainsi, selon le sociologue brésilien, « nous sommes les seuls pour qui apprendre est une aventure créatrice, quelque chose de beaucoup plus riche que la simple répétition d'une leçon donnée¹. »

L'éducation est un tremplin, obligatoire et surtout capital pour chaque personne, tant pour sa sphère privée (s'intégrer socialement en se faisant des ami-e-s ou en trouvant du travail) que dans la sphère publique (le bon exercice de la citoyenneté). L'éducation joue donc un rôle dans l'émergence, chez chaque individu, de la conscience de sa citoyenneté.

Pourtant, nos systèmes éducatifs occidentaux semblent toujours plus soumis à un processus de marchandisation, voire d'industrialisation, selon la thèse avancée par Joëlle Tremblay dans son ouvrage *L'inéducation*. Pour l'auteure, « On manufacture des diplômés comme on le fait de n'importe quelle autre marchandise². Elle avance notamment que les systèmes industriels privilégient les processus fonctionnels sur les finalités,

tout comme le secteur de l'éducation tend à le faire.

Pour abonder dans son sens, on peut prendre l'exemple du choix des matières, qui ne doit rien au hasard. Doit-on s'étonner qu'un cours en éducation financière ait été rendu obligatoire au secondaire, aux dépens du cours Monde contemporain³ ? On peut néanmoins s'interroger sur la pertinence de ces choix pour favoriser une citoyenneté éclairée.

L'ÉDUCATION, UNE QUESTION DE FOND ET DE FORME

Mais l'éducation ne se résume pas à des programmes, et la forme pédagogique est essentielle pour l'apprentissage. Ainsi, pour Paulo Freire, une éducation qui permettrait une réelle autonomie des élèves doit s'affranchir de la contradiction éducatrice-éducateur/élèves, en se plaçant dans une relation de dialogue plutôt qu'unilatérale. Pour Freire, les professeur-e-s qui cherchent à remplir les têtes des élèves, telles des vases vides, forment ces derniers et dernières à la passivité plutôt qu'à en faire des sujets d'action et favorisent l'adaptation plutôt que le sens critique.

Cette « pédagogie bancaire », où les connaissances sont transmises comme un dépôt et de façon verticale de l'enseignant-e à l'élève fait particulièrement écho au processus de marchandisation de l'éducation citée plus haut dans le texte. Ainsi, les méthodes employées par cette pédagogie sont la conquête

(corps, esprits, culture, etc.), la division (par la sélection) et la manipulation et l'invasion culturelle⁴.

Les élèves qui s'en sortiront le mieux dans cet exercice pourront briller professionnellement et socialement, jusqu'à, pour certains d'entre eux, parvenir au cœur du pouvoir⁵. Pourtant, les savoirs relatifs à l'exercice d'une bonne citoyenneté, comme le sens critique, ne sont pas valorisés dans ce système. Une éducation bancaire sert les intérêts du marché, mais pas de la société.

Que préconise alors Paulo Freire? Pour le philosophe, c'est une éducation conscientisante qui mènera les élèves à leur autonomie. Chaque élève devrait pouvoir être sûr que « le monde n'est pas. Le monde est en train d'être - est en devenir permanent. Je ne suis pas juste un objet de l'Histoire, je suis son sujet⁶. »

Pour permettre l'émancipation de ses élèves, il est nécessaire que l'éducateur se place dans une pédagogie basée sur le dialogue et sur la construction commune des connaissances. Pour reprendre une formule de Freire: « personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent par l'intermédiaire du monde⁷. » La participation et l'implication des élèves constituent alors un outil pédagogique.

QUE RESTE-IL DE FREIRE ?

Aujourd'hui, on peut notamment retrouver cette forme de pédagogie au Québec, dans

1- Paulo Freire, *Pédagogie de l'autonomie*.

2- <https://jeanneemard.wordpress.com/2017/09/04/lineducation/>

3- cf. NÉOLIBÉRALISME, ÉDUCATION ET CULTURE: QUELS LIENS?, Xavier St-Pierre, le Point édition de novembre 2017

4- N'AUTRE école / n° 12, printemps 2006. (Re)lecture / Pédagogie des opprimés.

5- voir l'article « Vous avez dit démocratie? » de Xavier St-Pierre (p.22 de ce magazine).

6- Paulo Freire, *Pédagogie de l'autonomie*.

7- <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/131/PEPELARD/54354>

« Pour permettre l'émancipation de ses élèves, il est nécessaire que l'éducateur se place dans une pédagogie basée sur le dialogue et sur la construction commune des connaissances. »



les pratiques de l'éducation populaire. Le MÉPACQ (Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec) définit ainsi l'éducation populaire autonome: l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu⁸.

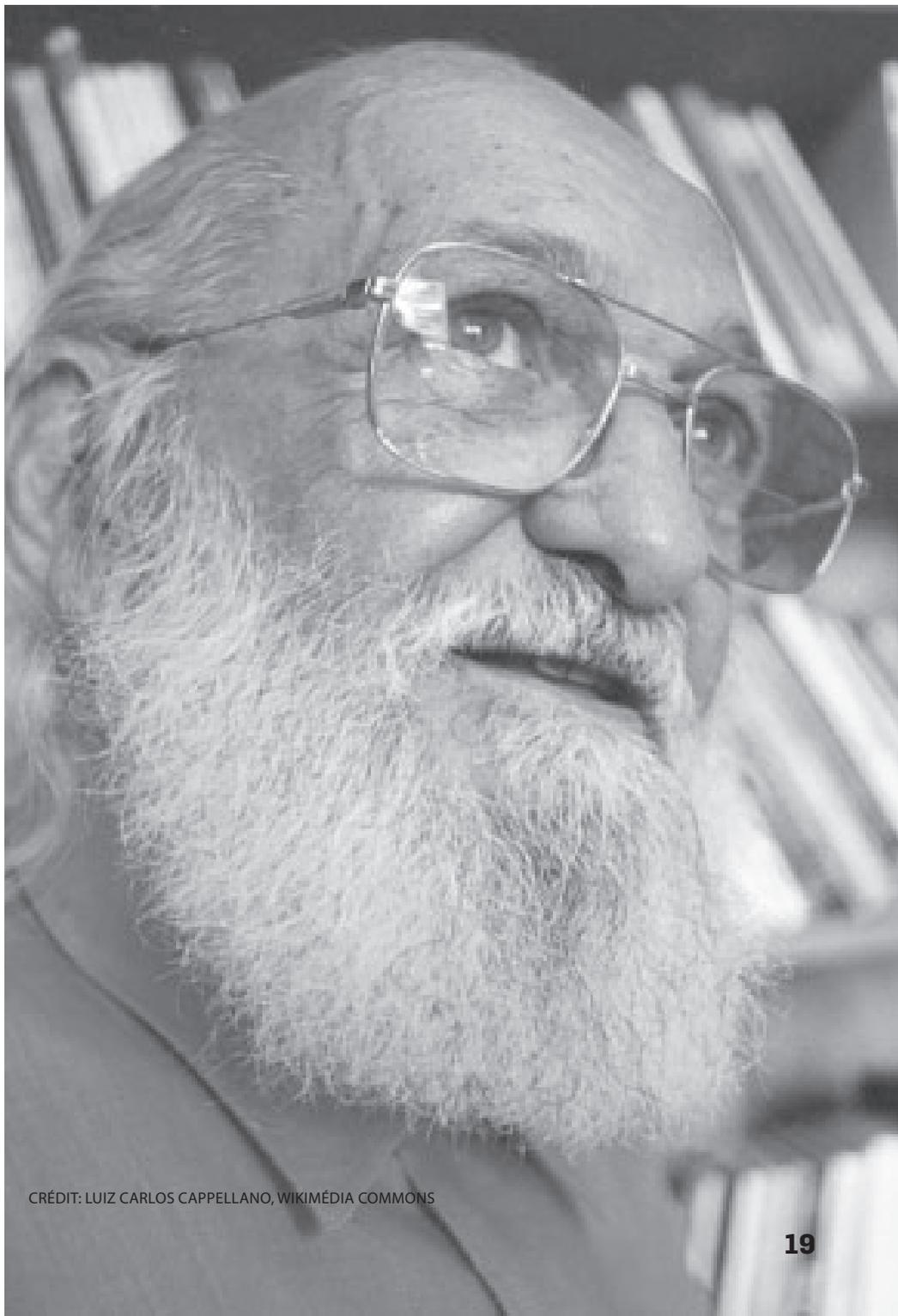
L'éducation populaire ne se veut pas une éducation du peuple - qui adopterait une pédagogie bancaire - mais se base sur une approche horizontale. La traduction anglaise - peer education - est peut-être plus précise. C'est la fabrication collective du savoir et d'analyses de la société et donc d'une pensée politique⁹. Tant dans son objectif de prise de conscience individuelle et collective que dans sa forme participative, l'éducation populaire autonome se situe dans la lignée des idées défendues Paulo Freire en tant qu'éducation conscientisante.

Paulo Freire a développé sa pensée au Brésil, un pays qui, selon lui, souffrait d'«inexpérience de la démocratie¹⁰», l'Amérique du Sud ayant connu 300 ans de colonisation. Ses idées semblent pourtant toujours aussi pertinentes aujourd'hui, et loin de son Brésil natal, alors qu'on ne cesse de parler de la crise des démocraties occidentales. ●

8- <http://www.mepacq.qc.ca/education-populaire-et-luttes-sociales/quelques-definitions/>

9- <https://www.revue-ballast.fr/franck-lepage/>

10- <https://archipel.uqam.ca/4030/1/M11992.pdf>, p.30.



CRÉDIT: LUIZ CARLOS CAPPELLANO, WIKIMÉDIA COMMONS

La psychoéducation est la science de la psychologie appliquée au développement de l'individu. Apparue au Québec dans les années 1950 grâce aux travaux de Jeannine Guindon et de Gilles Gendreau, la psychoéducation avait initialement pour mandat de «rééduquer» les jeunes en difficulté dans le contexte de la laïcisation du pays. Par la suite, la psychoéducation s'est ouverte aux autres problématiques de l'adaptation humaine : déficience intellectuelle, trouble de l'autisme, santé mentale, rupture sociale, etc. Nous proposons ici quelques principes de la psychoéducation à appliquer de façon générale à une éducation centrée sur la personne.

Pour une éducation humaine

THIBAUT FINET



COMPRENDRE L'INDIVIDU EN FONCTION DE SES BESOINS

Si l'on veut plaider pour un système d'éducation plus inclusif, plus humain et moins axé sur la performance, il faut d'abord changer notre regard sur l'être humain. À cet égard, citons l'approche de la psychologie humaniste d'Abraham Maslow. Pour lui, chaque personne est constamment en train de chercher le moyen de combler ses besoins. Ces besoins sont eux-mêmes hiérarchisés en une pyramide dont chaque échelon est un préalable au suivant : besoins physiologiques (boire, manger, dormir, éliminer, avoir une sexualité, etc.), viennent ensuite le besoin de sécurité (affective, se sentir protégé), le besoin d'amour et d'appartenance (avoir des relations avec les autres, être aimé), puis le besoin d'estime (être reconnu et se sentir utile) et enfin le besoin d'actualisation (devenir la meilleure version de soi-même, développer ses connaissances, ses valeurs, sa philosophie de la vie). Dès lors, l'éducatrice ou l'éducateur pourra comprendre qu'une personne n'ayant pas les moyens de combler ses besoins de base (physiologiques et de sécurité) vit dans un état de souffrance ne lui permettant pas de faire des apprentissages de type cognitif.

LES INTELLIGENCES MULTIPLES

Une autre idée de la psychoéducation est que nous n'avons pas toutes et tous

la même façon d'apprendre, en ce sens que chaque cerveau privilégie un mode d'apprentissage plutôt qu'un autre. La théorie des intelligences multiples de Gardner propose 8 intelligences qui sont autant de différences entre les personnes. Ainsi, Gardner a défini les intelligences spatiales, musicales, interpersonnelles (intelligence sociale), intrapersonnelles (intelligence de soi), naturalistes (intelligence du monde vivant), kinesthésique (intelligence du corps), logico-mathématique et enfin verbolinguistique. Selon cette classification, on voit comment le système scolaire privilégie indiscutablement les intelligences logico-mathématiques et verbolinguistiques. De cette façon, les élèves qui ont le cerveau «branché» sur l'intelligence du calcul, de l'abstraction conceptuelle, de la lecture, de l'expression verbale et écrite sont alors suravantages par rapport aux autres.

UNE ATTITUDE D'OUVERTURE D'ESPRIT

Souvent, la psychologie est considérée comme une science complexe qui repose sur un jargon de spécialiste et des concepts qu'il faut «connaître». Heureusement, nombre de ressources se trouvent naturellement en nous. Par exemple, nous avons toutes et tous une capacité d'empathie, c'est-à-dire une faculté de nous mettre à la place de l'autre et de comprendre sa réalité. Cette posture mentale et affective est différente de la sympathie qui est le fait de vivre les émotions de l'autre. La réelle sollicitude empathique permettra à l'éducatrice d'accéder à la tolérance et transiger avec les jeunes.

Accompagner des jeunes ou toute personne adulte dans une démarche d'ap-

prentissage, c'est lui faire confiance, c'est croire profondément dans son potentiel et être convaincu qu'elle est compétente dans son éducation. Cela s'appelle la bienveillance. Ne pas croire en un tel postulat mène l'éducatrice ou l'éducateur vers la fatigue et la condescendance; attitudes qui ont produit les relations hiérarchiques entre l'apprenant et l'élève que nous connaissons dans l'enseignement judéo-chrétien traditionnel.

Alors, la meilleure façon d'actualiser ces attitudes dans une pratique éducative au plus près de la personne ne serait-elle pas d'avoir une bonne dose de créativité? Certes oui! La créativité est le meilleur moyen de se réinventer et d'innover en tant que pédagogue. On a vu ces dernières années de nouvelles pistes d'enseignement telles que les classes inversées. Dans ces classes, les élèves s'approprient à la maison la théorie par le biais des nouvelles technologies (capsules vidéo, baladodiffusions, lecture ou autre) puis actualisent en classe leurs connaissances dans des activités collaboratives, c'est ce que l'on appelle les savoirs expérimentiels.

Évidemment, ce serait une gageure de dire que ces nouvelles pédagogies représentent la réponse absolue à toutes les difficultés d'apprentissage et aux iniquités sociales, telles que la question du décrochage scolaire des garçons et des populations défavorisées, mais elles véhiculent des valeurs de collaboration, d'espoir et d'humanisme dont nous avons tant besoin pour construire une société plus juste, plus démocratique. ●



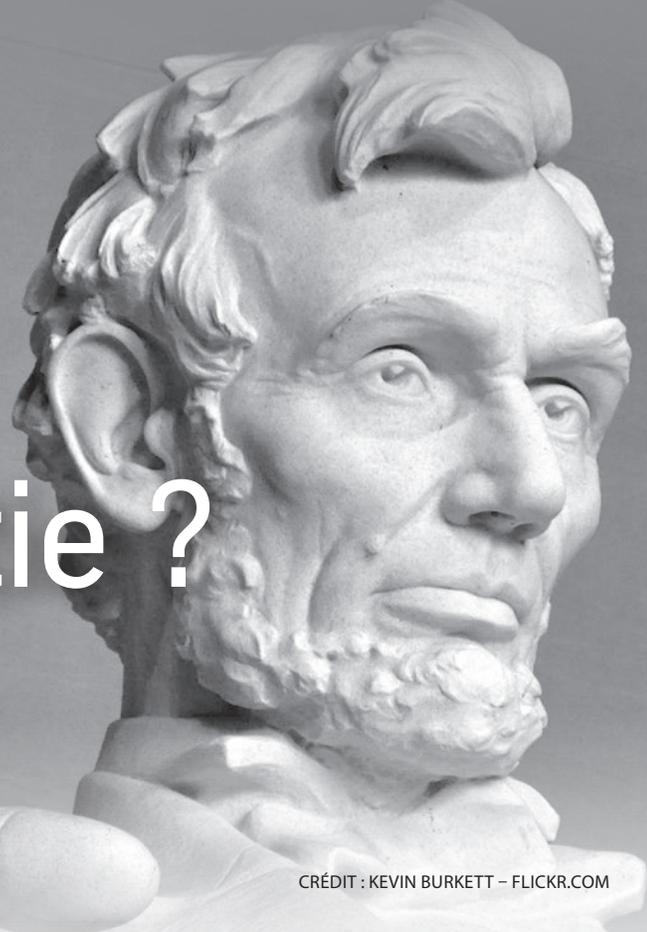
L'étudiante américaine de 5^e année Kate Thaxton enlace sa collègue de 1^{ère} année Navya Walyat lors d'une classe inversée scientifique.

SOUTHFIELD SCHOOL 2018. PHOTO LIBRE DE DROIT

« Accompagner des jeunes ou toute personne adulte dans une démarche d'apprentissage, c'est lui faire confiance, c'est croire profondément dans son potentiel et c'est être convaincu qu'elle est compétente dans son éducation ».

En cette année électorale, le mot «démocratie» a été utilisé à toutes les sauces par les candidat-e-s de tous les horizons politiques. Si tout le monde admet que nous vivons dans un régime dit «démocratique», qu'est-ce que signifie vraiment le sens de ce concept politique? Et surtout, sommes-nous si sûr de vivre dans une démocratie? Difficile à dire, si l'on considère les fondements du système électoral québécois et le poids des puissants dans la vie politique de notre pays.

Vous avez dit démocratie ?



CRÉDIT : KEVIN BURKETT – FLICKR.COM

XAVIER ST-PIERRE
ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE
À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



du mot démocratie, qui nous ramène à l'Antiquité, est importante puisque les intellectuels et les politiciens y ont encore recours pour former les conceptions modernes et contemporaines de la notion de démocratie.

ÉTYMOLOGIE ET DÉFINITION

La notion de démocratie est abondamment utilisée dans le discours politique. Telle une incantation, les gens espèrent qu'en la répétant, ils finiront par faire apparaître la démocratie, par donner le pouvoir au peuple. Or, il ne suffit pas de nommer une chose par un concept pour que cette chose devienne une réalité, pour qu'elle se concrétise. Nous pouvons même nous demander si la répétition n'entraîne pas davantage un oubli sémantique dans tout le brouhaha d'utilisations multiples du terme de démocratie, qui recouvrent différentes réalités et qui ne relève plus du sens premier du mot. Qui plus est, le constat de crise des démocraties occidentales est devenu courant et s'impose alors qu'au même moment, d'effervescents mouvements populaires s'organisent pour prendre leur pouvoir adoptant ainsi un mode de vie démocratique. Crise de la démocratie ou crise de la représentation ; de l'État ; de l'élection ; de la politique carriériste... ? Nous en venons finalement à nous demander qu'est-ce que la démocratie ?

Le mot démocratie prend racine dans la Grèce Antique, en effet, il s'agit d'un mot emprunté au grec *dēmokratia*. L'étymologie

Dēmokratia se décompose d'une part en *dēmos*, qui a trait au peuple, et d'autre part en *kratos* qui est relatif au pouvoir. Ainsi, la démocratie prise dans le sens le plus pure, par l'étymologie, désigne le pouvoir du peuple. Précisons, en accolant le mot démocratie à la notion de gouvernement, telle que le fut la célèbre phrase d'Abraham Lincoln, on arrive alors à la définition du gouvernement démocratique au sens de : « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Le peuple dont il est question ici doit être pris dans son sens le plus large comme un ensemble qui forme une unité civique, soit un ensemble de citoyens et citoyennes. En prenant acte de ces considérations, un régime politique dit démocratique désignerait un mode d'organisation où ce serait le peuple :

- 1) qui aurait le pouvoir, soit la capacité d'agir sur les choses ;**
- 2) qui serait au pouvoir, soit une position d'autorité pour agir ;**
- 3) dont l'exercice du pouvoir serait en faveur du peuple, l'action étant orientée dans l'intérêt de l'ensemble de la population considérée comme unité civique.**

Enfin, même si le mot démocratie est issu de la Grèce antique et qu'il fut repris par une tradition intellectuelle occidentale, l'Occident n'est pas le créateur de cette idée de « prise de décision collective par l'ensemble d'un groupe [qui] s'est manifestée à travers les âges et de nombreuses cultures ».

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Théoriquement dans la démocratie, en restant fidèle à notre définition, le peuple a en premier lieu le pouvoir. Dans l'expression québécoise et canadienne de la démocratie, par l'élection, le peuple se désigne des représentants de son pouvoir. C'est pour cette raison que nous parlons de démocratie représentative, c'est-à-dire que le peuple serait au pouvoir par la représentation. La logique des élections qui lui confère le caractère démocratique est que peu importe qui est le citoyen, son vote, en principe, vaut la même chose que n'importe quel autre vote, dans un contexte de suffrage universel. L'élection – l'exercice de désignation des représentants – est l'occasion pour l'électeur ou l'électrice de prendre son pouvoir, octroyé par la démocratie, et de le déléguer à un représentant élu. Une critique fort intéressante de la démocratie représentative et de la délégation de son pouvoir a été émise par Jean-Jacques Rousseau. Le philosophe stipule que le peuple, par l'élection de représentants, se croit libre, alors que dans les faits il ne l'est que durant la période électorale. Le philosophe Cornelius Castoriadis résume ainsi la pensée de Rousseau : « Les Anglais croient qu'ils sont libres parce qu'ils élisent des représentants tous les cinq ans [à la chambre des communes], mais ils sont libres un jour pendant cinq ans, le jour de l'élection, c'est tout. Non pas que l'élection soit pipée, non pas qu'on triche dans les urnes. Elle est pipée parce que les options sont définies d'avance. Personne n'a demandé au peuple sur quoi il veut voter. »

Après coup, ce n'est plus le peuple qui aura le pouvoir, mais de prétendues extensions de sa volonté qui siégeront dans les chambres législatives. De ce fait, l'élection pourrait se nommer, de manière plus transparente : période de délégation du pouvoir. Qui plus est, cette délégation par l'élection comporte son lot d'inégalités comme nous le verrons dans l'expression contemporaine de ce que nous appelons démocratie.

COMMENT ÉLIT-ON ?

EST-CE LE GOUVERNEMENT DU PEUPLE ?

DISTORSION DU VOTE AU CANADA ET AU QUÉBEC

Dans le système électoral canadien et québécois, on peut constater une distorsion du vote, puisque le nombre de député-e-s représentant chacun des partis au Parlement ne correspond pas au nombre de voix qu'a obtenu chacun des partis, déformant ainsi l'expression des personnes qui ont voté. Par exemple, aux élections fédérales canadiennes de 2015, le Parti Libéral du Canada a récolté 39,5 % des votes et s'est retrouvé avec 54,4 % des députés, alors que le Parti Vert du Canada a récolté 3,5 % des votes, mais seulement 0,32 % des députés de la Chambre des communes représente les Verts. Rappelez-vous que l'élection est la période de transmission du pouvoir du citoyen ou de la citoyenne vers le candidat-e par l'entremise du vote. Maintenant, considérant que dans le système électoral ac-

tuel, le nombre de députés ne correspond pas au nombre de votes obtenus : est-ce que ce le gouvernement ainsi formé peut être considéré démocratique ?

QUI EST AU POUVOIR? QUI SE FAIT ÉLIRE? ÉLITES CULTURELLES ET ÉCONOMIQUES

La question de la représentation -et de l'égalité des chances- pose également problème au regard du processus de sélection élitiste par lequel des individus qui se présentent à des postes de haute responsabilité dans la fonction publique, accèdent au pouvoir. Le cas français est hautement éloquent alors que la démocratie représentative couplée à un système d'éducation élitiste résulte d'une oligarchie dont les contours sont bien définis. Le système d'enseignement supérieur français se divise, en simplifiant, en une université publique et un enseignement de niveau universitaire qui se déroule dans les Grandes Écoles. L'intégration de ces grandes écoles se fait par concours, qui sont des «épreuves éliminatoires d'entrée dans les études supérieures». Les principales Grandes Écoles dont il est question sont l'École Nationale d'Administration (ENA), l'École Polytechnique, École Normale Supérieure (ENS), l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) et Sciences Po. Si vous voulez faire partie des diplômé-e-s de ces écoles, attention : ce n'est pas donné à tout le monde! Mais si vous avez des ambitions de dirigeants d'entreprise ou si vous envisagez une grande carrière politique, vous allez être déçu-e-s de ne pas en faire partie. En effet, « seule une minorité d'étudiants entre [...] [dans les Grandes Écoles qui] donnent accès aux positions de pouvoir, notamment aux positions administratives, économiques et politiques » précisait la sociologue Monique de Saint-Martin. D'ailleurs, les présidents de la 5e république sont tous passés par le concours et les grandes écoles. Alors, est-ce vraiment le gouvernement du peuple ? Puis, sur l'autre rive de l'Atlantique, le Congrès des États-Unis, branche législative du gouvernement des États-Unis divisée en une chambre haute et une chambre basse, compte 535 élus. Pour l'année 2015, dans la chambre haute, la moitié des sénateurs avait une rémunération dépassant annuellement les 3 millions de dollars (US), tandis que 50% des membres de la chambre basse atteignait, eux, une rémunération de 900 000 dollars (US). Pendant ce temps, 50% de la population américaine avait un revenu annuel inférieur à 56 516 dollars(US). Alors, qui a le pouvoir?

COMMENT GOUVERNE-T-ON ? PAR ET POUR LE PEUPLE ?

LES LOBBIES

Un lobby est un groupe d'intérêt qui œuvre à influencer les personnes qui sont au pouvoir, d'où l'usage de l'expression parfois de groupe de pression. Le terme péjoratif de lobby tient son origine dans l'Angleterre du XIXe siècle, désignant alors « les couloirs ou vestibules menant aux assemblées parlementaires, ces antichambres du pouvoir où les représentants d'intérêt pouvaient rencontrer les élus ». Lobby du pétrole, lobby des armes, lobby pharmaceutique font pratiquement partie du langage courant de l'actualité politique et des mouvements contestataires, et ce, avec raison parce que leur nombre est croissant. En effet, au Québec le nombre de lobbyistes

actifs a crû rapidement depuis 2002-2003, passants de 282 à 13 129 en 2017-2018. L'activité de ces groupes de pressions est d'emblée non-démocratique puisque son objectif est de promouvoir uniquement l'intérêt particulier de son groupe sans considération des intérêts des autres personnes composant le peuple. L'activité des lobbys vient donc renforcer le déséquilibre démocratique au profit d'intérêts privés hors de la sphère du bien-commun.

La démocratie libérale représentative nous dit le lendemain des élections que le peuple s'est prononcé et que les vainqueurs des élections se réclament représentant de l'ensemble des citoyens. « Je suis le Président de tous les français » disait par exemple Emmanuel Macron dans son discours de victoire. Pourtant, dans les faits, les mesures du Président français ont surtout eu un effet positif sur les gens les plus aisés de la France alors que les autres, soit « 95% des ménages devraient bénéficier de seulement 58% des mesures économiques, sociales et fiscales voulues ». En ce sens, Justin Trudeau, disait aussi « vous [les citoyens canadiens] serez toujours au cœur du gouvernement que nous allons former » à la suite de sa victoire en 2015. Rappelons que la Cour d'appel fédérale a soutenu au mois d'août 2018 que le gouvernement Trudeau « a manqué à ses obligations de

« Après coup, ce n'est plus le peuple qui aura le pouvoir, mais de prétendues extensions de sa volonté qui siègeront dans les chambres législatives. De ce fait, l'élection pourrait se nommer, de manière plus transparente : période de délégation du pouvoir. »

consulter adéquatement les communautés autochtones avant d'approuver le projet d'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain ».

Que penser alors de l'argument qu'il faille respecter la volonté démocratique, puisque c'est le peuple qui aurait décidé ? Un argument qui agit comme légitimateur ultime de toutes les décisions parce que les députés élus, sont investis du pouvoir de l'ensemble des citoyens, délégué par le vote d'une partie des citoyens. Or, pendant les négociations de l'ALÉNA, c'est précisément le non-élu Ray-

mond Bachand qui était le négociateur en chef pour le Québec, il avait bel et bien été désigné par le gouvernement. En 2014, était-ce la volonté du peuple d'avoir moins de services dans les écoles et de mettre davantage de pressions sur le personnel du système d'éducation.

Alors que l'élite au pouvoir reproche à ses détracteurs de faire preuve de cynisme, nous rétorquons qu'il faut jeter un regard lucide sur le fonctionnement de nos institutions, regard qui nous pousse à dénoncer l'impotisme démocratique libérale de notre époque. Constatons alors, que la démocratie de fait n'est pas évidente à saisir : elle se cachera en fait derrière les masques de la démocratie de paroles. ●



CRÉDIT : JOHN CURNUTT – FLICKR.COM

NOTES

- 1- Francis DUPUIS DÉRI, «Qu'est-ce que la démocratie ?», Horizons philosophiques, vol. 5, no.1, 1994, p.88.
En ligne : <https://www.erudit.org/fr/revues/hphi/1994-v5-n1-hphi3180/800967ar.pdf>
- 2- Voir : <http://www.cnrtl.fr/etymologie/d%C3%A9mocratie>
- 3- Francis DUPUIS DÉRI, «Qu'est-ce que la démocratie ?», Horizons philosophiques, vol. 5, no.1, 1994, p.84-95
- 4- Jonathan DURAND FOLCO, À nous la ville : traité de municipalisme, Écosociété, Montréal, 2017, p.96.
- 5- Jean Jacques ROUSSEAU, Du contrat social, [1762], Garnier-Flammarion, Paris, 1966.
- 6- Cornélius CASTORIADIS, «Stopper la montée de l'insignifiance», Le Monde Diplomatique, août 1998, no. 533, p. 22. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/CASTORIADIS/3964>.
- 7- Voir : http://www.elections.ca/res/cir/maps2/images/parlimap_42_f.pdf
- 8- Voir : https://www.lemonde.fr/campus/article/2018/02/18/l-epopee-des-concours-d-entree-des-grandes-ecoles_5258734_4401467.html
- 9- Monique DE SAINT MARTIN, «Les recherches sociologiques sur les grandes écoles : de la reproduction à la recherche de justice», Éducation et sociétés, vol.1, no. 21, 2008, p. 95-103.
- 10- Annabelle ALLOUCH, «Les étudiants livrés au marché de l'anxiété», Le Monde diplomatique, avril 2018, no.769. En ligne : <https://www.cairn.info/magazine-le-monde-diplomatique-2018-4-page-10.htm>.
- 11- Voir : <https://www.opensecrets.org/personal-fina/nces/top-net-worth>
- 12- Voir : <https://www.census.gov/library/publications/2016/demo/p60-256.html>
- 13- Voir : <http://www.cnrtl.fr/etymologie/lobby>
- 14- Xavier MOLÉNAT, «Lobbies et groupes de pression», Sciences humaines, vol. 177, no. 12, 2006. En ligne : <https://www.cairn.info/magazine-sciences-humaines-2006-12-page-8.htm>.
- 15- Commissaire au lobbyisme du Québec, «Rapport d'activité 2017-2018», En ligne 3 : https://www.commissairelobby.qc.ca/fileadmin/Centre_de_documentation/Documentation_institutionnelle/CLQ_RAPPORT_2017-2018_version_finale_.pdf.
- 16- Voir : <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/macron-je-suis-le-president-de-tous-les-francais/5768839848001/>
- 17- Voir : <http://www.slate.fr/story/160465/emmanuel-macron-president-tous-francais-premieres-reformes>
- 18- Voir : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=2084>
- 19- Voir : <http://www.lapresse.ca/affaires/economie/energie-et-ressources/201808/30/01-5194718-la-cour-federale-annule-le-decret-pour-lexpansion-de-loleoduc-trans-mountain.php>
- 20- Voir : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1044756/alena-bachand-economie-commerce-quebec-canada-negociateur-chef>
- 21- Eve Lyne COUTURIER, Phillipe HURTEAU, Conditions de travail et compressions budgétaires. Portrait de la situation dans les écoles du Québec, IRIS, Montréal, 2018. En ligne : https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/IRIS_etude_condition_de_travail_education_aout2018_WEB.pdf

Qui s'intéresse à la mission de l'éducation et ne connaît pas Antoine Baby passe vraiment à côté d'une autorité en la matière. Retraité de la Faculté des sciences de l'éducation (FSE) de l'Université Laval, auteur de *Pour une pédagogie de la réussite* (CRICRES, 1994), *Pédagogie des poqués* (PUQ, 2005) et *Qui a eu cette idée folle? Essais sur l'éducation scolaire* (PUQ, 2013) Antoine Baby se définit comme un intellectuel engagé qui n'hésite pas à dénoncer l'injustice et la bêtise. À 85 ans, l'homme n'a rien perdu de sa verve quand il parle d'éducation.

Pour une école véritablement émancipatrice

JEAN-CLAUDE LANDRY



Qu'il s'agisse de réformes pédagogiques, de formation des enseignants, d'accès au savoir pour les enfants provenant de familles plus démunies, de l'avenir de l'école publique, de l'impact des écoles privées ou de la tendance au resserrement des liens entre l'école et l'entreprise, Antoine Baby a beaucoup à dire et à ... dénoncer! Et c'est ce qu'il a fait dans le cadre d'entretiens qu'il a eu avec Denis Simard, professeur titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval et qui ont conduit à la rédaction d'un petit opuscule, paru aux Presses de l'Université Laval sous le titre « Le goût d'apprendre, une valeur à partager. »

L'éducation, affirme d'entrée de jeu Antoine Baby, est une tâche éminemment politique et l'école n'est pas neutre mais le lieu et l'enjeu de diverses forces sociales qui veulent en faire un outil au service de leurs intérêts.

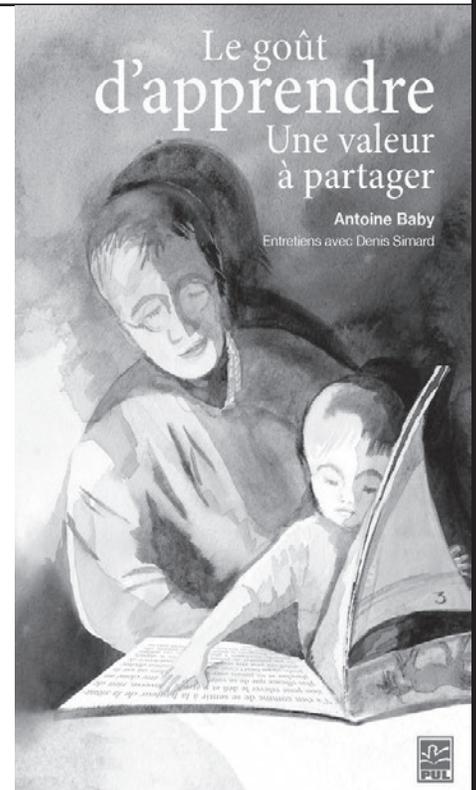
Si la mission de l'éducation au Québec est d'assurer à tous les enfants une formation générale humaniste solide qui les émancipera et fera d'eux « des citoyens autonomes et affranchis, capables d'assumer librement leur destin », il constate que les forces néolibérales tentent de faire de l'école ce qu'il ap-

pelle « une manufacture de main d'œuvre au service d'intérêts privés ».

Et la plus récente réforme pédagogique qui met de l'avant l'approche par compétences constitue un exemple éloquent du détournement de la mission de l'école. Cette approche favorise l'acquisition des connaissances à celles ayant une portée pratique évidente aux dépens de la transmission des connaissances dont l'utilisation immédiate n'est pas évidente. Une recette idéale pour qu'au terme du parcours scolaire, l'industrie puisse « avoir à sa disposition de bons employés dociles et ne sachant rien d'autre qu'agir comme on leur demande. » Heureusement, précise Antoine Baby, il existe des enseignantes et enseignants qui résistent à l'application intégrale de cette approche.

Les propos tenus par en 2015 par le chef de la direction de la Banque CIBC, Victor Dodig, lors d'un entretien avec la Presse Canadienne sont des plus éloquents soutient-il. Victor Dodig affirmait en effet lors de cet entretien que « Plusieurs personnes sont suréduquées et sous-qualifiées pour les emplois dont [l'économie] a besoin. » et il disait souhaiter que « les programmes offerts aux étudiants [soient] davantage en phase avec les besoins spécifiques de l'industrie. »

Antoine Baby est également très critique de la culture entrepreneuriale qui prend de plus en plus de place dans le parcours scolaire, au



primaire comme au secondaire. Il y voit là un indice additionnel de la mainmise du monde néolibéral sur l'école québécoise et une tendance insidieuse à y assurer l'hégémonie du paradigme utilitariste

Il faut donc, affirme-t-il, se réapproprier l'École puisque c'est à l'École, toujours avec un grand E souligne-t-il, « qu'il revient et reviendra de s'assurer que non seulement les individus atteignent leurs objectifs personnels de réussite, mais aussi deviennent des citoyens à part entière et assument leur responsabilité de l'emploi de façon compétente. » Et ce patient travail de réappropriation exigera l'engagement d'intellectuels et de professionnels de l'éducation progressiste notamment le monde enseignant.

Pour Antoine Baby, l'École est et sera la gardienne de l'intérêt des personnes autant que de l'intérêt de la collectivité puisque un parcours scolaire véritablement inspiré par la recherche du bien commun ne peut que former des personnes véritablement émancipées et affranchies, en mesure d'assumer et d'exercer une citoyenneté active et responsable. ●

C'est dans le cadre d'un projet de coopération, réalisé en partenariat avec le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, que le CEPROSI a développé une série d'outils visant le développement de compétences des femmes afin d'intégrer de saines habitudes de vie et de développer des activités génératrices de revenus en lien avec l'agriculture urbaine. Le CEPROSI a contribué, grâce à un financement du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du gouvernement du Québec, à la création d'un modèle de développement intégral et durable par la mise en place de jardins collectifs et familiaux en zone urbaine dans le but de contribuer à l'autonomisation des femmes.

La promotion de saines habitudes de vie en Bolivie



Une importante recherche a permis de dresser un portrait des habitudes de consommation ainsi que des habitudes alimentaires des populations de La Paz et El Alto, afin d'élaborer un plan de formation qui correspond aux besoins identifiés. Cette étude a eu un résultat inespéré par la création d'un recueil : "Histoires de vie de l'Horticulture et d'Alimentation". Ce sont 120 femmes de l'Association des centres de femmes qui y partagent les expériences et les connaissances individuelles et collectives sur les aliments andins et les changements qu'ont imposé l'alimentation rapide.

Deux guides ont été produits, le Guia para mejorar el consumo de hortalizas (Guide pour améliorer la consommation de légumes) et le Manual de micro huertos urbanos familiares en climas frios (Manuel de micro-jardins familiaux urbains en climat froid) en coordination avec les commissions pédagogiques de la ville de La Paz. Trois priorités ont été identifiées: l'alimentation et les saines habitudes de vie, l'hygiène et l'alimentation, ainsi que la sécurité alimentaire. Les guides ainsi produits ont découlé de ces grandes orientations. Le matériel a été conçu pour être adapté au milieu scolaire ainsi qu'aux groupes de femmes. ●

Une des femmes du CEPROSI. Le CEPROSI est une organisation qui travaille depuis 1988 à la promotion de la santé dans les zones périurbaines de la ville de La Paz. Entre autres, le CEPROSI dispose d'une équipe de psychologues qui sont responsables de la prise en charge des femmes victimes de situations de violence et / ou les familles monoparentales grâce à des thérapies individuelles, en couple, en famille ou en groupe.

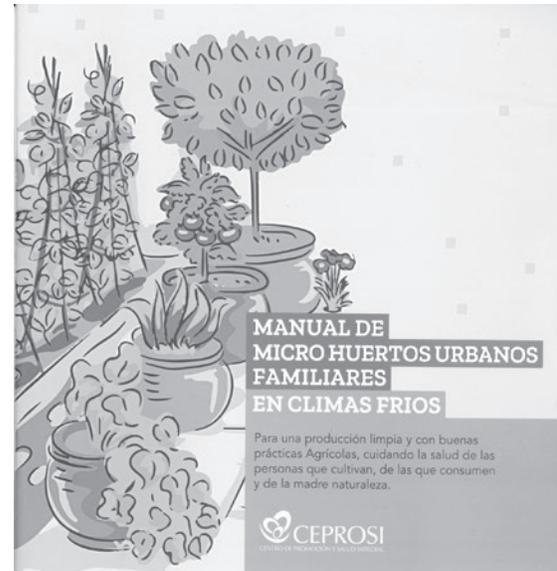


PHOTO: CEPROSI



À VOIR

Pédagogues de l'espoir,
Pauline VOISARD, 2018, 52 min.

Une équipe d'éducatrices et d'éducateurs passionnés s'impliquent dans des écoles de la Mauricie et du Centre-du-Québec pour éveiller les consciences sur les défis d'aujourd'hui et de demain pour tenter de changer le monde, une action à la fois. Que ce soit dans des projets de mobilisation environnementale, de formation et d'initiation à la solidarité internationale, ou en utilisant l'art pour favoriser une prise de parole citoyenne engagée, ces intervenants visionnaires inspirent leur entourage. À travers des actions à la mesure des jeunes, nous suivons ces êtres engagés qui sèment des graines dans leur conscience.

La première du film aura lieu le 1^{er} novembre à 19 h 30, au Ciné-Campus de Trois-Rivières.



Quand les pouvoirs s'emmêlent,
Yvonne DEFOUR, 2018, 1 h 45

«De Tunis à Washington en passant par Paris, pour finalement atterrir à Montréal, le parcours de ce père de quatre enfants (deux filles, deux garçons : la parité !) est ponctué de rencontres avec des militantes, des intellectuelles, des politiciennes, autant de battantes pour la cause des femmes, inquiètes devant les reculs et les attaques causés par cette alliance sournoise entre le religieux (et pas seulement musulman) et le politique» André Lavoie, Le Devoir.



À LIRE

Jean Ziegler,
Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin),
Seuil, Paris, 2018, 128 p.

Le capitalisme domine désormais la planète. Les sociétés transcontinentales défient les États et les institutions internationales, piétinent le bien commun, délocalisent leur production où bon leur semble pour maximiser leurs profits, n'hésitant pas à tirer avantage du travail des enfants esclaves dans les pays du tiers-monde. Résultat : sous l'empire de ce capitalisme mondialisé, plus d'un milliard d'êtres humains voient leur vie broyée par la misère, les inégalités s'accroissent comme jamais, la planète s'épuise, la déprime s'empare des populations, les replis identitaires s'aggravent sous l'effet de la dictature du marché. Et c'est avec ce système et l'ordre cannibale qu'il impose au monde que Jean Ziegler propose de rompre, au terme d'un dialogue subtil et engagé avec sa petite-fille.

Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2000-2008), Jean Ziegler est actuellement vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il a notamment publié, dans la même collection, La faim dans le monde expliquée à mon fils.

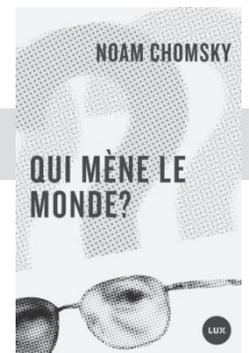


Noam Chomsky,
Qui mène le monde?
Lux, 2018, 384p.

«Qui mène le monde? Cette interrogation en soulève une autre : quels principes et quelles valeurs mènent le monde? Cette question devrait préoccuper en premier lieu les citoyens des pays riches et puissants. Ceux-ci jouissent en effet d'une liberté, de privilèges et de possibilités considérables, fruits des luttes de leurs prédécesseurs, et se trouvent devant des choix décisifs quant à la manière de répondre à des enjeux d'une importance cruciale pour l'humanité.»

Dans cet ouvrage, achevé au lendemain de l'élection de Donald Trump, Noam Chomsky offre une vue d'ensemble de la géopolitique actuelle et une synthèse des rouages politiques qui la sous-tendent : des sanctions américaines contre l'Iran à la politique de torture que pratique l'armée des États-Unis, en passant par la montée en puissance de la Chine et ses conséquences sur les États-Unis et l'«ordre mondial», sans oublier la nouvelle guerre froide qui couve en Europe de l'Est et la guerre planétaire contre le terrorisme.

De moins en moins contraintes par la structure que l'on dit encore démocratique, les puissances mondiales d'aujourd'hui ont un tel potentiel destructeur qu'il est plus urgent que jamais de prêter attention à leurs détracteurs.



Félicitations à Emmanuelle Lavoie, qui a remporté cette année le concours-photo organisé pour nos stagiaires et accompagnatrices Québec sans frontières. C'est sa photo qui figure en une du Point. On peut y voir plusieurs habitants de Khalambasse, un village sénégalais, qui prient sous l'arbre sacré de MbinTock lors de la Korité, qui marque la fin du Ramadan.



Le présent texte est inspiré des idées de Francis Dupuis-Déri, politicologue, auteur et professeur en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal. Dans son livre *Crise de la masculinité, autopsie d'un mythe tenace*, il relate les effets pervers du discours décrivant la « crise de la masculinité » sur le projet de l'égalité des genres et comment ce phénomène sert à victimiser les hommes et discréditer les mouvements féministes.

La crise de la masculinité ou, les hommes sont-ils toujours en crise ?

ANNABELLE CARON



Ce n'est pas nouveau que les femmes sont accusées de « trop » revendiquer, qu'elles se font dire qu'elles ont déjà assez de droits, que l'égalité de fait est atteinte et que la lutte féministe n'est en fait qu'une mascarade pour en arriver à la suprématie des femmes. Ce n'est pas non plus nouveau que l'on tente de réaffirmer l'identité féminine en fonction de types de comportements et de principes de valeurs tels que la douceur, la tolérance, le dévouement, la compassion et surtout, la dépendance aux hommes.

Or, lorsque des femmes ou des groupes de femmes refusent de se conformer aux normes de vie imposées, on entend du même coup la réaction des hommes qui se disent alors « souffrants » vis-à-vis leur identité d'homme et de fait, leur raison d'être. C'est ce qu'on nomme la « crise de la masculinité » ou plutôt le « discours de crise », car Francis Dupuis-Déri insiste sur le fait que c'est un « discours et non une réalité ». Nous observerons dans le texte qui suit comment un simple discours de crise peut avoir un effet impressionnant sur une société.

UNE CRISE QUI REMONTE À LOIN

Il est connu que, dès l'époque romaine, des femmes et des groupes de femmes mènent une lutte contre l'ordre établi et revendiquent l'égalité.

Par exemple, en 195 av. J.-C., un homme politique et écrivain romain nommé Caton l'Ancien écrivait : « les femmes sont devenues si puissantes que notre indépendance est compromise à l'intérieur même de nos foyers, qu'elle est ridiculisée et foulée aux pieds en public ». Il réagissait ainsi face à la mobilisation d'un groupe de Romaines contre une loi leur interdisant de conduire des chars et de porter des vêtements colorés.

Il semble important de préciser que, dans la société romaine, les droits des femmes étaient limités à l'enceinte du foyer, c'est-à-dire à la sphère privée. Ceci dit, les discours de « crise de la masculinité » sont d'autant plus vifs dans les sociétés et les époques où les femmes sont refoulées aux plus bas rangs de subalternes, et ceci lorsqu'elles ne sont tout simplement pas exclues de tous secteurs d'activités. À travers ces époques, les hommes réagissent face aux femmes qui refusent ce statut inférieur. Ils prétendent être en « crise » et « souffrants » afin de rendre légitime toutes actions visant à re-valoriser les comportements relatifs à l'identité d'homme — hétérosexuel, actif, agressif, compétitif et possiblement violent — et discréditer toutes tentatives d'émancipation féminine.

EFFETS DU DISCOURS DE CRISE

Parmi les symptômes de cette crise qui sévirait, dit-on, dans des sociétés trop féminisées, on retrouve les difficultés scolaires des garçons, l'incapacité des hommes à draguer, le refus des tribunaux d'accorder la garde des enfants aux pères et aussi, les suicides masculins. À cet effet, il semble important de se questionner sur les impacts d'un tel discours sur la définition de l'identité masculine et sur la coopération possible entre les genres pour faire avancer le projet de l'égalité des sexes. Ainsi, Francis Dupuis-Déri affirme que ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un simple discours de crise que celui-ci n'a





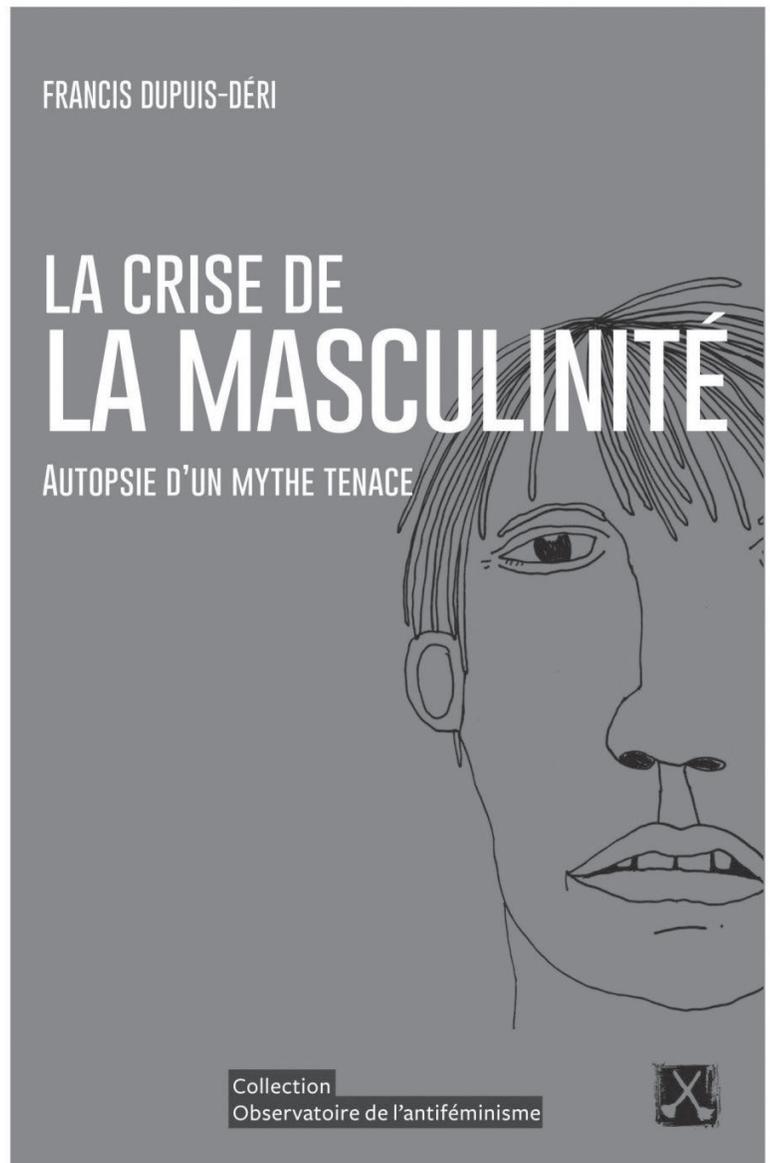
L'auteur Francis Dupuis-Déri

pas d'effet sur le réel. En fait, le discours de crise a souvent été utilisé par des spécialistes en communication — les porteurs d'idéologies — afin de mobiliser les populations à leur avantage. De cette façon, des problèmes sociaux graves peuvent se voir accorder une importance moindre face à de faux problèmes ou des problèmes mineurs. Cette manœuvre politique de faire appel à la « crise » afin d'encourager des interventions en ce sens sert des intérêts bien précis par ceux qui propagent ce sentiment d'urgence.

Par exemple, dans les années 1980 en URSS, plusieurs ressources pour les hommes soviétiques ont été mises en place suite à la parution d'un article sur l'apparition de certains symptômes de crise – tabagisme, alcoolisme, « féminisation et infantilisation » dans la société. Suite à l'effondrement du régime soviétique, une École de la masculinité a même été fondée afin d'apprendre aux jeunes garçons comment devenir des « hommes ».

Déclarer qu'il y a une crise peut servir de puissant agent de mobilisation aux instances politiques et sociales pour développer une série de ressources, de regroupements, de projets de recherches et de prises de position pour favoriser les hommes. Des sociologues et anthropologues affirment que le discours de crise en est un de dominants et « qu'un état de crise surgit chaque fois qu'une domination est remise en question »¹.

Selon l'anthropologue Mélanie Gourarier, le discours de crise produit trois grandes conséquences sur une société : « 1) il insiste sur la division de la société en deux classes de sexe, les hommes et les femmes; 2) il précise les critères d'appartenance à ces deux classes en rappelant les qualités masculines et les défauts féminins (il définit ce qu'est ou devrait être un homme, un vrai); 3) il appelle à la mobilisation pour (ré)affirmer cette masculinité par les



La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace, Francis Dupuis-Déri, Éditions Remue-Ménage, 2018

privilèges et le pouvoir de la classe des hommes, considérée comme supérieure par nature et dont il faut réinstaurer, protéger et maintenir la suprématie²». Selon cette thèse, le discours de crise suivrait donc une logique suprémaciste selon laquelle tout ce qui définit un homme est supérieur à ce qui définit une femme, mais aussi que ces divisions doivent rester pures et protégées de toute hybridation.

Le concept de « crise de la masculinité » apparaît ainsi comme un mouvement réactionnaire face à la perspective d'un changement global, soit une égalisation des rôles de genre, ce qui, selon le point de vue de ceux qui ont toujours été en position de pouvoir, ne peut être perçu que comme une perte de leurs privilèges et une attaque envers le mode de vie qui a été dicté par eux.

Plus que la question de la « crise de la masculinité », il semble désormais incontournable de se questionner sur la notion même de

la « masculinité », un concept à la fois élastique et variable selon les époques et les cultures, mais qui, utilisé comme outil de propagande, sert aux puissants à maintenir le statu quo des relations de genre, hiérarchisées en faveur des hommes. ●



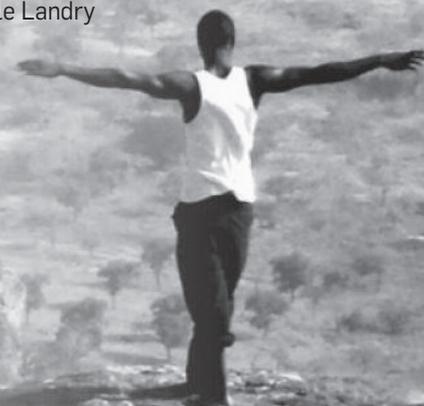
1- Virginie Poyetton, « Les hommes vont mal. Ah bon ? », Le courrier, 18 mars 2005.

2- Francis Dupuis-Déri, La crise de la masculinité; Autopsie d'un mythe tenace, Montréal, 2018 p.44.

● LOTERIE SOLIDAIRE

Liste des gagnantes et des gagnants de la Loterie solidaire 2018

DATES DU TIRAGE	GAGNANTES GAGNANTS	No BILLET	VENDEURS VENDEUSES DU BILLET	VENDEURS VENDEUSES DU MOIS
19-04	1 025 \$ Gabrielle René de Cotret	11	Richard Grenier	Liette Charest
17-05	1 025 \$ Renée Beauchesne	138	Jean-Claude Landry	Andrée St-Martin
17-05	1 025 \$ Manon Claveau	111	Ginette Houle	René Schreiber
21-06	1 025 \$ Isolyne Tremblay	160	Violette Tousignant	Fernande St-Pierre-Huot
21-06	1 025 \$ Diane Desroches, Michelle Auger	134	Ginette Houle	Jocelyne Chagnon
20-09	1 025 \$ Alain Dumas	175	Jean-Claude Landry	Ginette Houle
20-09	1 025 \$ Sylvie Turmel	104	Richard Grenier	Violette Tousignant
18-10	1 750 \$ Marie-Lou Breton	87	Ginette Houle	Pierre Lavergne
18-10	1 750 \$ Yannick Deschenaux	65	Jean Fournier	Danielle Landry



Faites un don au CS3R !

AGIR

C'EST CHOISIR LE
MONDE

WWW.CS3R.ORG



Vous appréciez
Le Point ?

Vous approuvez les
prises de position et
les valeurs du CS3R ?

Contribuez à la
campagne de
financement
annuelle du CS3R.

1. EN POSTANT

VOTRE CHÈQUE

Chèque à l'ordre de : CSTM - Fonds de charité
942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

2. EN LIGNE

DE FAÇON SÉCURITAIRE

www.cs3r.org/don

LAISSER VOS
VALEURS EN HÉRITAGE !



UNE POLICE
D'ASSURANCE-VIE
AU NOM DU CS3R ?

OU

UN LEGS TESTAMENTAIRE
AU CS3R ?

CONTACTEZ-MOI POUR EN DISCUTER
819 373-2598 POSTE 305 - jean.marc.lord@cs3r.org

SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

Organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières

LE SAMEDI 10 NOVEMBRE, 16H À 19H



10\$

Achetez vos billets
en ligne

www.cs3r.org

Ou par téléphone

819-373-2598

Cette activité a lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale qui sont possibles grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Cet événement est coordonné par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Centre communautaire
Des Ormeaux
300 Rue Chapleau,
Cap-de-la-Madelaine

PROGRAMMATION

- Visite des kiosques sur nos projets de solidarité internationale;
- Témoignages des stagiaires internationaux;
- Remise du Prix Solidarité Brian-Barton;
- Prix à gagner;
- Vin et bière en vente



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

camino.ca
FAIR TRADE • ORGANIC • ÉQUITABLE • BIOLOGIQUE
FROM A CANADIAN WORKER CO-OP • D'UNE COOP DE TRAVAIL, D'ICI

CAISSE.
D'ÉCONOMIE. *Labatt*
SOLIDAIRE.

AQOCI
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

Relations
internationales
et Francophonie
Québec



Numéro de convention : 40040882

Poste-payé
Publications Mail

